

BLOGUE
La réponse d'Apple en images. Lisez Richard Dufour sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/dufour

FINANCES PERSONNELLES
Trucs et conseils pour vos finances personnelles sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/perso



OPINION
Les chroniques de Sophie Cousineau, Claude Picher et Michel Girard sur lapresseaffaires.cyberpresse.ca/opinions

LA PRESSE AFFAIRES

WALL STREET RECHUTE
LE DOW JONES PLONGE DE 2,5 %
PAGE 7



CLAUDE PICHER
L'ENTÊTEMENT DE TONY CLEMENT
PAGE 5

 S&P TSX 11 569,65 -172,12 (-1,47%)	 S&P 500 1064,88 -31,60 (-2,88%)	 DOW JONES 10 097,90 -261,41 (-2,52%)	 PÉTROLE 76,01 \$US -0,61 \$US (-0,80%)	 DOLLAR 94,82 ¢US -1,44 ¢US
--	--	---	---	---

RÈGLE DES 15 ANS EN PHARMACEUTIQUE

Québec « en réflexion »

PHILIPPE MERCURE

Le gouvernement du Québec est « en réflexion » sur l'idée de réévaluer les impacts de la règle des 15 ans, l'une des pierres angulaires de sa politique de soutien à l'industrie pharmaceutique. Et selon un expert consulté par *La Presse Affaires*, il est « extrêmement probable » que la mesure coûte actuellement plus à Québec qu'elle ne lui rapporte directement.

La règle des 15 ans est un engagement pris par le gouvernement du Québec envers les entreprises pharmaceutiques qui mettent au point de nouveaux médicaments. Il stipule que même si des versions génériques moins chères d'un médicament sont disponibles sur le marché, Québec continuera de rembourser aux patients la version originale pendant une période des 15 ans, même s'il se prive ainsi d'économies.

Créée en 1994 pour inciter les multinationales pharmaceutiques à faire de la recherche au Québec, la règle des 15 ans a été remise en question récemment quand Pfizer a soulevé la controverse en

offrant des cartes de continuité sur le Lipitor, son médicament vedette. La semaine dernière, la décision de Merck de fermer son laboratoire de recherche à Montréal a aussi soulevé des questions sur les véritables bénéfices de cette mesure. Jacques Delorme, porte-parole au ministère des Finances, a affirmé à *La Presse Affaires* que le Ministère était « en réflexion » sur la possibilité de réévaluer les impacts économiques de la règle des 15 ans.

La dernière fois que le Ministère avait mené une étude sur le sujet, en 2005, il avait conclu que les bénéfices de la mesure surpassaient ses coûts. Or, la situation a beaucoup changé depuis. Selon les chiffres du Régime de l'assurance maladie du Québec (RAMQ), les coûts de la règle des 15 ans sont passés de 30 à 161,5 millions entre 2005 et 2009.

André Lemelin, chercheur à l'INRS Urbanisation, culture et société, est l'un des auteurs qui avaient été mandatés par le ministère des Finances pour étudier les impacts économiques de cette mesure en 2005.

➤ Voir **QUINZE ANS** en page 5



BRAS DE FER DANS LA BIÈRE

L'industrie brassicole est en effervescence au Québec: microbrasseries et grandes marques se disputent âprement l'espace sur les tablettes, tandis qu'ils doivent composer avec le monopole de la SAQ.

Seul hic: la consommation de bière stagne dans la province, si bien que dans un avenir très rapproché, les ventes de vin pourraient facilement doubler celles du houblon.

UN DOSSIER RAFRAÎCHISSANT EN PAGES 2 ET 3.

SALON DE FARNBOROUGH

Tous les yeux seront tournés vers Boeing, Airbus et Bombardier

MARIE TISON

Le Boeing 787, le Dreamliner, fera sa première grande sortie dans le monde à l'occasion du Salon aéronautique de Farnborough, qui s'ouvrira lundi dans la région de Londres.

Mais ce qui risque de dominer les conversations, c'est le sort que réserveront Boeing et Airbus à leurs appareils monocouloir, les populaires Boeing 737 et A320. Les géants de l'aéronautique lanceront-ils de nouvelles versions de ces appareils dans un avenir relativement rapproché? Ou vont-ils tout simplement munir les versions actuelles de moteurs plus performants?

Plusieurs facteurs pèseront sur leur décision. Et l'un de ces facteurs, c'est le succès que remportera, ou pas, la C Series de Bombardier au cours du Salon.

« Si la C Series remporte un nombre significatif de commandes, cela mettra de la pression sur Boeing et Airbus et les incitera à aller de l'avant avec de nouvelles versions, déclare Richard Aboulafia, un analyste de la firme américaine Teal Group. À l'inverse, si la C Series remporte peu de commandes, Airbus et Boeing conserveront leurs appareils actuels, et les espoirs mis dans la nouvelle technologie auront été exagérés. Nous en saurons beaucoup cette semaine. »

Selon M. Aboulafia, c'est le moment ou jamais pour la C Series, une nouvelle famille d'appareils de 110 à 130 places qui promet une diminution de la consommation de carburant de 20 % par rapport aux appareils existants.

« Le trafic passager commence à se rétablir, les commandes reprennent, le carburant est encore très cher, il y a beaucoup d'engouement pour les nouvelles technologies, a souligné M. Aboulafia. C'est une occasion en or pour la C Series. »

À venir jusqu'à maintenant, trois sociétés, soit les transporteurs Lufthansa et Republic Airways et la société de location Lease Corporation International ont passé des commandes pour un total de 90 appareils de la C Series, assorties d'options pour 90 appareils supplémentaires.

➤ Voir **FARNBOROUGH** en page 4

PARADIS FISCAL ET DISPUTE LÉGALE

Le déménagement de Revenu Québec soulève des questions

FRANCIS VAILLES

La nouvelle Agence du revenu du Québec, créée pour combattre l'évasion fiscale, s'installe dans un édifice qui est au cœur d'une controverse, et dont le propriétaire ultime est situé dans un paradis fiscal.

Au cours de l'été, l'Agence établira ses pénates au 440 du boulevard René-Lévesque Ouest, à Montréal, a appris *La Presse Affaires*. L'information a été confirmée par la Société immobilière du Québec (SIQ), qui a négocié le bail de cinq ans pour l'organisme.

Officiellement, l'édifice appartient à la société à numéro 9041-7775 Québec inc. Or, cette entreprise est détenue par Bellatrix Holdings, situé dans les îles Vierges britanniques, un paradis fiscal.

Depuis 10 ans, le 440, René-Lévesque Ouest est au centre d'une dispute entre le promoteur immobilier Claude L. Charron et son fils Denis. En décembre 2007, la juge Marie St-Pierre a rendu un jugement catégorique: Denis Charron et l'avocat Jacques Matte ont fraudé le père Claude Charron.

Essentiellement, Denis Charron a contracté un prêt hypothécaire de 11 millions en 2001 sur deux immeubles, dont le 440, René-Lévesque Ouest. Le prêt a été obtenu à l'insu du père et transféré en Suisse avec l'aide du fiscaliste Jacques Matte. L'argent est par la suite revenu au profit de Denis Charron et de Jacques Matte, a conclu la juge.

➤ Voir **DÉMÉNAGEMENT** en page 4



L'IMMOBILIER EN 2025
INVESTIR AUTREMENT

INVESTIR AUTREMENT

LES ÉDITIONS LA PRESSE

En vente en librairie ou sur librairie.cyberpresse.ca

L'INDUSTRIE DE LA BIÈRE SE DÉFEND



MOLSON ET LABATT VEULENT STOPPER LA CROISSANCE DU VIN

Le vin est en voie de surclasser la bière comme alcool préféré des Québécois. Les microbrasseurs gagnent du terrain chaque année. Les ventes de bières importées explosent à la SAQ. Attaqués sur tous les fronts, les grands brasseurs Molson Coors et Labatt défendent avec vigueur leurs étagères — et leurs ventes — dans les frigos d'épicerie et de dépanneurs. Portrait d'une industrie de 2,4 milliards qui n'a pas les moyens de se la couler douce.

VINCENT BROSSEAU-POULIOT

Le Québec a longtemps été divisé en deux: ceux qui buvaient de la Molson et ceux qui buvaient de la Labatt. Ce système de classification, qui a longtemps fait le bonheur des actionnaires des deux brasseries, est aujourd'hui archaïque.

La rivalité Molson-Labatt s'est apaisée. Les deux brasseurs ont vendu leur équipe de hockey. Ils font maintenant partie de grands conglomérats de brasseries, l'un canado-américain (Molson Coors), l'autre belge (Anheuser-Busch InBev). Mais surtout, Molson et Labatt n'ont jamais autant eu besoin l'un de l'autre pour redorer l'image de leur industrie. Car la bière perd lentement mais sûrement son titre de boisson alcoolisée préférée des Québécois.

Au cours des cinq dernières années, le vin a gagné annuellement 1% de parts de marché sur la bière. Au rythme

actuel, le vin deviendra plus populaire que le houblon dès 2015. «Le vin et les spiritueux sont aussi notre concurrence, dit Stéphanie Trudeau, vice-présidente aux affaires publiques de Labatt au Québec. On se bat tous pour les mêmes dollars disponibles. Molson Coors reste notre plus grand concurrent, la rivalité est toujours très présente (...), [mais] nous travaillons bien ensemble quand vient le temps d'aborder les enjeux de l'industrie.»

Des enjeux, l'industrie de la bière n'en manque pas. Depuis 2002, la consommation annuelle de bière stagne à 95 litres par personne. Pas que les Québécois boivent moins qu'avant. En 11 ans, la bière est passée de 62% à 49% des ventes d'alcool de la province, tandis que le vin est passé de 25% à 39% et que les spiritueux sont restés stables à 12%. «Les gens ont gardé les mêmes habitudes de consommation de bière mais ils ont augmenté leur consommation de vin au repas», dit Stéphanie Trudeau, de Labatt.

Molson Coors s'explique notamment les changements

dans les habitudes de consommation d'alcool des Québécois par une hausse des budgets promotionnels de la SAQ. «La SAQ, une société d'État, a fait un virage commercial super important au cours des dernières années, dit Marieke Tremblay, vice-présidente aux affaires corporatives chez Molson Coors Canada. Ses budgets de promotion ont doublé.» La SAQ, qui assure ne pas vouloir concurrencer les grandes marques de bière, a augmenté ses budgets publicitaires de 5,5 à 7 millions entre 2005-2006 et 2010-2011.

Labatt n'en a pas autant contre les promotions de la SAQ que contre son statut de monopole. «On jalouse plutôt leur force de frappe, dit Stéphanie Trudeau, de Labatt. La SAQ contrôle complètement l'offre de vin. Ils n'ont pas de concurrence. Si je fais une promotion pour le début de la saison de la LNH avec la bière officielle Bud Light, Molson peut me relancer comme commanditaire du Canadien. La SAQ n'a pas à faire face à ça.»

Les bières importées à la mode

Si la bière n'a pas la cote autant que le vin, les ventes de houblon ont tout de même augmenté en moyenne de 2,5% par année entre 2000 et 2009. Ce sont les marques importées qui génèrent l'essentiel de la croissance. Selon Statistique Canada, les ventes de marques canadiennes (Molson Ex, Labatt Bleue) ont augmenté en moyenne de 2,3% par année, celles des bières importées de 4,0% par année.

Le contraste est encore plus frappant en 2009: une hausse de 1,5% pour les bières domes-

tiques contre 19,8% pour les bières importées. Celles-ci ont vu leurs parts de marché grimper de 10% à 13% entre 2007 et 2009 au détriment des bières brassées au Canada, dont les parts de marché ont reculé de 90% à 87%.

À la SAQ, les ventes de bières importées ont connu une hausse de 10% en 2009-2010. «Un peu comme le vin, le marché de la bière se raffine», dit Linda Bouchard, porte-parole de la SAQ, qui distribue 75 bières importées, dont huit nouvelles marques cette année.

Plus que la SAQ, ce sont avant tout Molson et Labatt qui profitent de l'engouement des Québécois pour les bières importées. Molson distribue notamment la Heineken et la Corona, tandis que Labatt s'occupe des bières de son conglomérat Anheuser-Busch

InBev comme la Stella Artois et la Brahma. «Le consommateur de Coors Light a envie de boire autre chose, dit Marieke Tremblay, de Molson Coors. À Noël, il peut acheter une Heineken pour impressionner la visite.»

Toutes catégories confondues, les ventes de bières ont repris un peu de vigueur au cours des 12 derniers mois. Selon l'Association des brasseurs du Canada, le volume (en hectolitres) des ventes québécoises est en hausse de 1,0% entre janvier et mars dernier, mais en baisse de -0,8% de mars 2009 à mars 2010.

Les chiffres de l'agence AC Nielsen sont plus encourageants: au Québec, les ventes de bière sont en hausse de 2% dans les épiceries et de 3% dans les dépanneurs de juin 2009 à juin 2010.

LE DÉCLIN DES GRANDES MARQUES COMMERCIALES?

Les bières importées sont en forte croissance. Le houblon des microbrasseries aussi. Que reste-t-il pour faire les frais de la saturation du marché de la bière? Les marques grand public comme la Molson Ex ou la Labatt Bleue? Molson et Labatt, qui ne divulguent aucune information sur leurs parts de marché ou leur volume de ventes au Québec, rejettent cette hypothèse. «Il y a un attrait pour les produits étrangers et les produits de spécialités, mais il n'y a pas de déclin de nos grandes marques, dit Stéphanie Trudeau, de Labatt. On doit une partie de notre croissance au Québec à Bud Light au cours des dernières années, mais c'est vrai qu'il y a une petite baisse de la consommation de la Bleue.»

— Vincent Brousseau-Pouliot



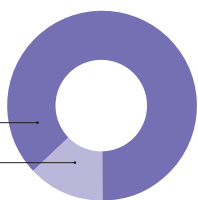
L'INDUSTRIE DE LA BIÈRE SE DÉFEND



TOTAL DES VENTES DE BIÈRE AU QUÉBEC EN 2009

2,4 milliards

87 % Bières brassées au Canada
13 % Bières importées



Source: Statistique Canada

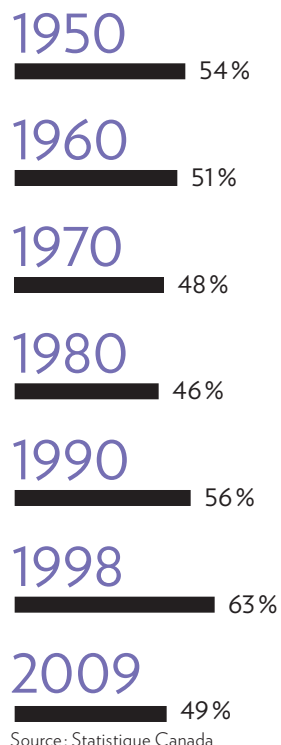
TOP 5

DES BIÈRES LES PLUS POPULAIRES

Molson Coors	Labatt
1 Coors Light	1 Budweiser
2 Molson Dry	2 Bleue
3 Molson Export	3 Bud Light
4 Heineken	4 Stella Artois
5 Corona	5 Alexander Keith's

Sources: Molson Coors, Labatt

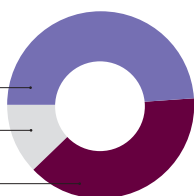
PART DES VENTES DE BIÈRE PARMIS LES BOISSONS ALCOOLISÉES AU QUÉBEC



Source: Statistique Canada

LES QUÉBÉCOIS ET L'ALCCOL
% de la consommation totale d'alcool en 2009

49 % Bière
12 % Spiritueux
39 % Vin



Source: Statistique Canada

LE TRIUMVIRAT DES MICROBRASSEURS
Production (hectolitres en 2009)

Brasseurs du Nord	Brasseurs RJ	McAuslan	Total des 75 microbrasseurs au Québec
Boréale	Belle Gueule Cheval Blanc Tremblay	St-Ambroise Griffon	
80 000	90 000	90 000	360 000

Source: Association des microbrasseries du Québec

MICROBRASSEURS

LA RANÇON DE LA GLOIRE

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

La MicroBrasserie Charlevoix a tous les attributs d'un *success story*: une cave neuve financée en pleine crise du crédit, une production qui a doublé depuis deux ans, une marge de profits variant entre 10% et 30%. Mais la microbrasserie est toujours incapable de distribuer ses bières au dépanneur du coin – constat qui irrite au haut point son propriétaire Frédéric Tremblay.

« Ça me déçoit encore plus parce que Couche-Tard est une entreprise québécoise qui n'est pas intéressée à distribuer les bières des microbrasseries régionales », dit M. Tremblay. Alimentation Couche-Tard n'a pas répondu à une demande d'entrevue de *La Presse Affaires* dans le cadre de ce dossier.

Comme d'autres microbrasseurs, Frédéric Tremblay goûte à la rançon de la gloire. Alors que leurs parts de marché augmentent – de 5,6% en 2008 à 6,7% en 2009 selon l'Association des microbrasseurs du Québec –, les microbrasseurs doivent se frotter plus fréquemment aux intérêts commerciaux des deux géants de la bière au Québec, Molson Coors et Labatt.

Seul le triumvirat de la microbrasserie québécoise a les reins assez solides pour livrer bataille à Molson Coors et Labatt dans les frigos des dépanneurs et des épiceries de la province. À eux seuls, les Brasseurs du Nord (Boréale), les Brasseurs RJ (Belle Gueule, Cheval Blanc, Tremblay) et la Brasserie McAuslan (St-Ambroise, Griffon) brassent 70% de la production des microbrasseries québécoises. Au total, le Québec compte 75 microbrasseurs – dont 28 brasseurs artisans qui ne vendent que dans leur établissement – produisant 360 000 hectolitres de bière par année, l'équivalent de 4,5 millions de caisses de 24.

« Les concurrents (Molson Coors et Labatt) ne vous déroulent pas le tapis rouge. Ils sont très agressifs, mais

c'est normal. Ils veulent minimiser la croissance de leurs concurrents », dit Peter McAuslan, président de la Brasserie McAuslan, qui doit tantôt réduire ses prix ou donner des ristournes aux épiceries. « On veut toujours plus d'espace, c'est ça le but », dit Stéphanie Trudeau, de Labatt.

Les épiceries se défendent de ralentir la croissance des microbrasseries régionales, qui n'ont souvent pas les moyens d'accorder des ristournes. « Les détaillants font plus de profits avec les bières de microbrasserie qu'avec les caisses de 24 des grandes marques qu'ils vendent à perte s'ils n'ont pas d'ententes de volume », dit Pierre-Alexandre Blouin, vice-président affaires publiques de l'Association des détaillants en alimentation du Québec. Aucun détaillant n'a l'obligation d'offrir tous les produits. On ne peut pas offrir 72 sortes de bière s'il y a de la place pour seulement 12. »

Réseau

Depuis trois ans, neuf microbrasseurs ont mis sur pied leur propre réseau de mise en marché et de distribution, DistribiÈres, qui a réduit les coûts de distribution de 15%. « Les microbrasseurs peuvent se concentrer sur ce qu'ils font de mieux: brasser de la bière », dit Bruno Blais, membre-fondateur et directeur général de la Barberie, à Québec.

Molson Coors ne s'inquiète pas de la hausse des ventes des microbrasseries. « Nos ventes de Coors Light représentent davantage que tous les microbrasseurs réunis, rappelle Marieke Tremblay, de Molson Coors. Les bières de microbrasserie sont en croissance, mais c'est un petit segment. »

« Nous sommes marginaux mais comme l'industrie de la bière est mature, les parts de marché se prennent de l'un à l'autre », dit Bruno Blais, de la Barberie.

« Si nous n'étions pas là, le déclin de la bière serait encore plus fort », dit Laura Urtnowski,

présidente de l'Association des microbrasseries du Québec et présidente des Brasseurs du Nord (Boréale), dont le chiffre d'affaires atteint 20 millions de dollars par année.

Les microbrasseurs les plus optimistes espèrent un jour gruger jusqu'à 30% des ventes de bière au Québec. « L'attitude des consommateurs est en train de changer. Les gens veulent acheter localement, ils se soucient de l'environnement et nos produits répondent à ces deux critères », dit Peter McAuslan, président de la Brasserie McAuslan.

D'ici là, les microbrasseries doivent continuer à goûter à la rançon de leur gloire naissante. « C'est un métier payant, agréable mais aussi frustrant, dit Frédéric Tremblay, de la MicroBrasserie Charlevoix. On est capable d'en vivre, mais tu n'achèteras pas le Canadien en fondant une microbrasserie! »

L'OMBRE DE ROBERT CHARLEBOIS

Robert Charlebois ne boit plus de bière depuis plusieurs années et n'est plus actionnaire d'Unibroue depuis la vente d'Unibroue à Sleeman en 2004. Qu'importe: son ombre est toujours bien présente dans les microbrasseries du Québec. « Charlebois est resté dans l'imaginaire des gens. Les Français qui viennent à ma microbrasserie demandent encore la bière à Charlebois! » dit Bruno Blais, directeur général de la Barberie à Québec. La popularité du chanteur a contribué à celle des microbrasseries – au point de leur faire parfois ombrage. « Dans les années 90, les gens pensaient que toutes les microbrasseries au Québec appartenaient à Robert Charlebois, dit Frédéric Tremblay, propriétaire de la MicroBrasserie Charlevoix. À entendre certains, il était devenu plus important que John Denver lui-même! » Dans le cadre de ce dossier, Robert Charlebois a décliné la demande d'entrevue de *La Presse Affaires*.

LA PRESSE AFFAIRES

À L'AGENDA

■ PRÉVISIONS ■ RÉEL BPA: bénéfice par action K: millier M: million G: milliard

LUNDI 19 JUILLET

Halliburton	BPA 2T: 36 cUS
Hasbro	BPA 2T: 25 cUS
Texas Instruments	BPA 2T: 63 cUS

JEUDI 22 JUILLET

Ventes de maisons existantes (É.-U.)	juin: -8,1% mai: -2,2%
CN	BPA 2T: 1,00\$
Loblaw	BPA 2T: 63 c
Shoppers Drug Mart	BPA 2T: 66 c

Source: Bloomberg

MARDI 20 JUILLET

Taux directeur (Can)	20 juillet: 0,75% 1 ^{er} juin: 0,50%
Mises en chantier (É.-U.)	juin: -2,1% mai: -10,0%
Permis de bâtir (É.-U.)	juin: 0,2% mai: -5,9%

VENDREDI 23 JUILLET

Ind. avancés (Canada)	juin: 0,3% mai: 0,1%
McDonald's	BPA 2T: 1,12\$US
Verizon Communications	BPA 2T: 56 cUS
Wireless Matrix	BPA 4T: 1 c

MERCREDI 21 JUILLET

Coca-Cola	BPA 2T: 1,03\$US
eBay	BPA 2T: 38 cUS
Encana	BPA 2T: 21 c
Starbucks	BPA 3T: 29 cUS
US Airways	BPA 2T: 1,19\$US

LUNDI 26 JUILLET

Duncan Energy	BPA 2T: 38 cUS
Legg Mason	BPA 1T: 32 cUS

POUR NOUS JOINDRE

La Presse Affaires, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
lpa@lapresseaffaires.com

SUDOKU

Ce jeu est une réalisation de Ludipresse. Pour plus d'informations: www.les-mordus.com ou écrivez-nous à info@les-mordus.com

		6					4
8	3				7		
			3	5		2	
							7
9			1			8	
3		2	6				
		4	7				5
	7			1			
		3	4	2	6		

Niveau de difficulté : TRÈS DIFFICILE

1727

Placez un chiffre de 1 à 9 dans chaque case vide. Chaque ligne, chaque colonne et chaque boîte 3x3 délimitée par un trait plus épais doivent contenir tous les chiffres de 1 à 9. Chaque chiffre apparaît donc une seule fois dans une ligne, dans une colonne et dans une boîte 3x3.

Solution du dernier sudoku

9	2	6	8	4	3	5	1	7
5	8	1	7	6	2	3	9	4
4	7	3	5	1	9	2	6	8
8	6	9	4	3	5	1	7	2
2	3	4	1	7	8	6	5	9
1	5	7	9	2	6	8	4	3
6	4	8	3	5	7	9	2	1
7	9	2	6	8	1	4	3	5
3	1	5	2	9	4	7	8	6

Par Fabien Savary 1726

SALON DE FARNBOROUGH

Des annonces pour le Quebec Air Force

MARIE TISON

La reprise n'est pas encore pleinement amorcée dans le monde de l'aéronautique, mais plusieurs sociétés québécoises préparent discrètement une série d'annonces qu'elles entendent dévoiler à l'occasion du Salon aéronautique de Farnborough.

«Nous aurons des annonces à faire au sujet de nos produits pour les postes de pilotage, mais aussi au sujet de nos autres produits, comme nos antennes de communications Satcom et nos récepteurs GPS», indique la directrice des relations publiques de CMC Électronique, Janka Dvornik.

De son côté, Air Data annoncera un nouveau client, le motoriste Pratt & Whitney Canada, pour ses produits et services liés à l'alimentation électrique. La PME fait valoir qu'elle pos-

sède une grande expertise dans le domaine des contrôleurs de puissance et de blocs d'alimentation électrique.

«L'année dernière, nous n'avons pas vu la crise, affirme le vice-président aux ventes et au marketing d'Air Data, Olivier Laville. Nos ventes ont augmenté de 36 %,

«La possibilité de rencontrer beaucoup de clients à la même place, c'est un avantage majeur pour nous en ce qui concerne les coûts et le temps.»

et cette année, ça continue à un bon rythme. Des gens comme Thales et Northrop Grumman viennent nous voir, intéressés par nos capacités.»

D'autres entreprises québécoises planifient des annonces, mais comme il s'agit souvent

de sociétés cotées en Bourse, elles ne veulent pas en souffler mot avant l'événement.

«Il y a plusieurs choses en cours, commente le président et chef de la direction d'Héroux-Devtek, Gilles Labbé. Nous voulons profiter de Farnborough pour faire avancer des dossiers.»

La vice-présidente aux communications de CAE, Nathalie Bourque, rappelle que le fabricant de simulateurs de vol réalise 90 % de son chiffre d'affaires à l'extérieur du Canada.

«La possibilité de rencontrer beaucoup de clients à la même place, c'est un avan-

tage majeur pour nous en ce qui concerne les coûts et le temps», observe-t-elle.

Pour L3 MAS, une entreprise de Mirabel qui effectue notamment des travaux d'entretien sur des appareils militaires, le Salon de Farnborough est une bonne occasion pour faire mieux connaître sa nouvelle division Aérostructure, spécialisée dans le secteur commercial. Cette division, qui fabrique notamment des pylônes pour les moteurs testés par Pratt & Whitney Canada, représente déjà 20 % du chiffre d'affaires de L3 MAS.

«Nous voulons en faire la promotion», confie le président de l'entreprise, Sylvain Bédard.

Les entreprises québécoises veulent également profiter du Salon de Farnborough pour avoir accès aux délégations des

gouvernements du Canada et du Québec.

«Nous pouvons potentiellement organiser des rencontres entre nos clients, qui proviennent de plusieurs pays, et des représentants du gouvernement du Québec, soit des ministres ou des fonctionnaires», indique Marc Donato, vice-président aux opérations montréalaises de MDA, l'ancienne SPAR Aérospatiale de Sainte-Anne-de-Bellevue.

Sylvain Bédard, lui, entend rappeler aux représentants du gouvernement canadien que les retombées industrielles liées à certaines acquisitions de matériel militaire, comme les hélicoptères Chinook, se font toujours attendre.

«Nous voulons que le gouvernement fasse respecter les besoins en retombées industrielles», lance-t-il.

Les yeux seront tournés vers Boeing, Airbus et Bombardier

FARNBOROUGH

suite de la page 1

Plusieurs autres sociétés aériennes ont exprimé leur intérêt au cours des deux dernières années, comme United Airlines, Mexicana, Scandinavian Airlines System (SAS), Avianca (Colombie), Eznis (Mongolie), Qatar Airways et la société de location américaine ILFC.

D'ailleurs, Qatar Airways a planifié une conférence de presse lundi immédiatement après une conférence

«C'est un signe encourageant pour toutes les activités de Bombardier en Chine, commente le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne. C'était une visite cruciale.»

de presse organisée par Bombardier dans la même salle du centre des médias de Farnborough. Qatar promet «de nouveaux développements exigeants».

La CSeries pourrait également être mûre pour une commande importante en Chine. Bombardier a ouvert la voie à une telle commande en confiant à une société

chinoise, Shenyang Aircraft Corporation (SAC), le soin de fabriquer le fuselage de la CSeries.

En outre, en mars dernier, Bombardier a conclu un protocole d'entente avec CDB Leasing Co (CLC), une des principales sociétés de crédit-bail en Chine, afin de fournir à des clients éventuels de la CSeries et d'autres appareils commerciaux de Bombardier des capitaux pouvant totaliser 3,85 milliards US.

Enfin, il y a trois semaines, le président de la République populaire de Chine, Hu Jintao, a profité de la tenue de la rencontre du G20 à Toronto pour visiter l'usine de Havilland de Bombardier Aéronautique.

«C'est un signe encourageant pour toutes les activités de Bombardier en Chine, commente le porte-parole de Bombardier Aéronautique, Marc Duchesne. C'était une visite cruciale.»

Selon Richard Aboulafia, il faudra également surveiller ce que feront les concurrents de Bombardier au cours du salon de Farnborough.

«Il pourrait y avoir des commandes pour le Mitsubishi Regional Jet (MJR) et le Superjet (de l'avionneur russe Sukhoi), indique-t-il. On pourrait aussi entendre parler d'Embraer et de leurs projets: ils pourraient décider d'allonger quelque peu l'E195 ou de lui donner un nouveau moteur.»



PHOTO PAUL CHIASSON, ARCHIVES LA PRESSE CANADIENNE

Bombardier, comme les autres participants du Salon aéronautique de Farnborough, prépare son aire d'exposition. La société montréalaise souhaite mettre de l'avant son modèle CSeries.

Le déménagement de Revenu Québec soulève des questions

DÉMÉNAGEMENT

suite de la page 1

Selon le jugement, Denis Charron a fait des «manœuvres frauduleuses» que «Matte ne pouvait ignorer». La juge a exigé des deux complices qu'ils remboursent 31 millions de dollars, soit les 11 millions du prêt hypothécaire, plus les intérêts, dont le taux est de 24 %.

La juge a donné raison au père, qui apparaît comme le véritable propriétaire de l'immeuble, avec sa fille. Elle a toutefois noté que son entreprise a structuré ses affaires et fait usage de «faux semblants» pour réduire ses obligations fiscales ou les «éluder». Jacques Matte, qui était à l'origine au service du père, n'était alors que le «paravent du groupe. Il (était) l'un des instruments pour jeter de la poudre aux yeux aux autorités fiscales», a écrit la juge.

En somme, l'immeuble où s'installera Revenu Québec est au centre d'une controverse qui dure depuis une décennie. L'organisme paiera 37 000 \$ par mois pour y loger ses

employés aux 4^e, 6^e et 7^e étages (24 000 pieds carrés).

Bien que le jugement lui ait donné raison, Claude Charron demeure insatisfait parce que l'immeuble qu'il veut saisir pour récupérer son argent est revêtu d'une lourde hypothèque et donc sans valeur réelle. D'ailleurs, le créancier hypothécaire Manioli Investments, qui demeure impayé, convoite aussi la propriété.

Dans son jugement, Marie St-Pierre estime que Manioli n'a rien à se reprocher. Claude Charron n'est pas de cet avis, estimant que Manioli n'aurait jamais dû faire le prêt. Selon ses avocats, Manioli «a fait preuve d'un manque de prudence élémentaire, de négligence grossière et d'un aveuglement volontaire en consentant ce prêt et en conséquence, il est aussi responsable des pertes subies».

La cause a donc été portée en appel par Claude Charron, par son fils et par Manioli. Le jugement devrait être rendu au début de l'automne, si tout va bien. Si l'hypothèque est jugée invalide, l'immeuble reprendra sa valeur et le père récupérera son argent perdu.

La Presse Affaires a joint Revenu Québec, hier, mais on nous renvoyé à la Société immobilière du Québec (SIQ), qui a loué les locaux pour l'organisme. À la SIQ, on nous indique qu'on était au courant de cette histoire avant de louer. Le porte-parole, Martin Roy, nous dit que la SIQ a loué l'immeuble dans le respect des lois auprès de celui (Manioli) à qui les tribunaux ont accordé le droit de gestion.

Qui plus est, la SIQ soutient avoir obtenu un bon loyer pour des locaux très bien situés, c'est-à-dire à côté du Complexe Desjardins, où loge principalement Revenu Québec à Montréal.

L'avocat de Manioli, Raymond Gagnon, ne voit rien d'anormal dans cette affaire. Pour ce qui est du litige entre Manioli et Claude Charron, «il est loin d'être certain que l'immeuble était ultimement détenu seulement par le père», et qu'en conséquence, Manioli était fautif de ce prêt.

Quant à la location à Revenu Québec, «Manioli a loué les locaux à Revenu Québec dans le cours normal des affaires. Il n'y a rien de mystérieux là-dedans», a-t-il dit.



710 OCCASIONS D'AFFAIRES

AFFAIRES BOURSIÈRES
Apprenez à négocier les actions/options, visez la bourse ou augmentez vos revenus. Résidence/bureau. Temps plein/partiel. Formation intensive et suivi personnalisé.
• Cours Actions 1 semaine : Québec - 27 nov. Montréal: 14 août, 16 octobre, 11 décembre
• Cours Options 2,3 jours: Montréal - 28 août
• Cours Investisseur Actif 1 jour: Mtl - 18 sept.

Conférences éducatives gratuites à 19 h:
Mtl : 03 août, Webinaire : 10 août (anglais)
Victoriaville : 8 novembre

514.666.0306 / 1.877.309.0123
www.daytradercanada.com

AVIS

La Presse se réserve le droit de refuser l'insertion de toute annonce contraire aux normes et traditions établies dans notre société.

710 OCCASIONS D'AFFAIRES

FRANCHISE QUALINET
Partez en affaires avec une formule gagnante. Une franchise Qualinet en entretien ménager écologique. Elen Pearson 1-888-715-9911
www.qualinet.ca

RESTAURANT dans édifice industriel, besoin d'un propriétaire-opérateur complètement équipé, le propriétaire doit-être excellent cuisinier / boulanger. 514-935-9691
elpro@elpro.ca

715 FINANCEMENT

1RE-2e HYP. rés., comm., ind. balance vente Dencol 514-342-1356 (agent protégé).

PRÊT HYPOTHÉCAIRE, 1ère et 2e, résidentiel, localif, semi-comm., const. Réponse rapide. Sécur Finance 1-877-346-2620. Agent protégé.

L'entêtement de Tony Clement



CLAUDE
PICHER
CHRONIQUE

De passage à Montréal cette semaine, le ministre responsable de Statistique Canada, Tony Clement, a été catégorique: pas question de revenir sur sa décision dans l'affaire du questionnaire long du recensement 2011.

Ce faisant, le ministre rejette cavalièrement les arguments des centaines de démographes, économistes, sociologues, scientifiques qui, de partout au Canada, protestent contre une des décisions les plus irresponsables jamais prises par le gouvernement Harper.

Je sais bien, chers lecteurs, qu'il y a des choses bien plus excitantes dans la vie que le questionnaire long du recensement. Pourtant, le dossier est d'une importance fondamentale.

Mais qu'est-ce au juste que cette histoire de questionnaire long, et pourquoi est-ce si important?

Lors du recensement, Statistique Canada envoie aux

ménages un questionnaire de base comportant quelques questions portant sur l'âge, le sexe, l'état matrimonial, la langue maternelle. On le remplit en quelques minutes. Il existe aussi un questionnaire beaucoup plus long, comportant des questions sur le revenu, le niveau de scolarité, le logement, la religion, l'appartenance à une minorité, l'état de santé. Il faut compter une bonne heure pour remplir ce formulaire, qui est expédié à un ménage sur cinq.

Dans les deux cas, les citoyens sont tenus, par la loi, de remplir le questionnaire qui leur a été remis.

Toujours est-il que le ministre Clement a annoncé, il y a trois semaines, qu'il a l'intention de supprimer le questionnaire long au cours du prochain recensement. Il sera remplacé par une «enquête nationale auprès de ménages», dont la portée sera moins étendue et, surtout, où la participation des répon-

dants ne sera plus obligatoire. Autrement dit, n'importe qui sera libre de répondre ou non à cet avorton du défunt questionnaire long.

Les conséquences sont faciles à prévoir.

Les données recueillies grâce au questionnaire long permettent à Statistique Canada de dresser un portrait socio-économique rigoureux, complet et fiable. On utilise ces données pour suivre de près, par exemple, l'évolution de la pauvreté dans certains quartiers, ou encore le niveau de revenu selon la scolarité, ou encore l'état de santé des citoyens selon leurs revenus,

perdues pour toujours. Il deviendra impossible de comparer les nouvelles données avec les anciennes. Pour reprendre l'expression d'une responsable de l'Institut de la statistique du Québec, «cela va créer un bris de série».

C'est vrai, mais c'est encore beaucoup plus grave que cela.

Prenons l'état du français, surtout dans la région de Montréal, où c'est devenu un sujet de préoccupation important. Avec l'abandon du questionnaire long, les chercheurs ne pourront plus suivre l'évolution de la situation avec la même précision. «Pour le Québec, c'est une ques-

efficaces? C'est la voie ouverte pour la pire des démagogies!» Il va sans dire que les minorités francophones hors Québec sont également outrées.

Mais comment donc le ministre peut-il justifier sa décision? Il y a des citoyens inquiets, répond-il. Ils considèrent que le questionnaire long pose trop de questions, et que c'est une intrusion dans la vie privée des citoyens.

L'argument pue l'idéologie conservatrice à plein nez.

Surtout, il est déconnecté de la réalité. Le Commissariat à la vie privée, organisme fédéral qui sert justement de chien de garde, a effectivement reçu des plaintes de citoyens qui se sentaient atteints dans leur vie privée par le questionnaire de Statistique Canada. Combien de plaintes? Tenez-vous bien: trois. J'ai bien écrit: trois! En dix ans! Une plainte en 2001 et deux en 2006. Depuis le début des années 90, l'année record à ce chapitre demeure 1991, avec 33 plaintes.

Et c'est pour faire plaisir à cette infinitésimale micro-poignée de chiâleux que l'on s'appête à jeter à la poubelle un des instruments les plus crédibles, les plus utiles et les plus efficaces de Statistique Canada? Pincez-moi, quelqu'un!

Jamais la nouvelle enquête basée sur le volontariat n'atteindra les mêmes résultats. De précieuses données seront perdues pour toujours. Il deviendra impossible de comparer les nouvelles données avec les anciennes.

ou bien encore les transferts linguistiques, ou bien encore pour mesurer le décrochage scolaire. Il s'agit d'une source de données incomparable sur un vaste nombre de sujets.

Jamais la nouvelle enquête basée sur le volontariat n'atteindra les mêmes résultats. De précieuses données seront

tion de survie», écrivait cette semaine le démographe Victor Piché dans les pages Forum de *La Presse*. «En l'absence de données ethniques et linguistiques détaillées, n'importe qui pourra dire n'importe quoi! Comment pourrions-nous savoir à l'avenir si les politiques linguistiques sont

TÉLÉ NUMÉRIQUE

Les décodeurs ne seront pas subventionnés

VINCENT
BROUSSEAU-POULIOT

Avis aux téléspectateurs qui fonctionnent encore aux «oreilles de lapin»: mettez quelques dizaines de dollars de côté pour un décodeur en prévision du passage à la technologie numérique en août 2011.

«C'est clair que le consommateur devra payer le décodeur lui-même», dit Konrad von Finckenstein, président du CRTC, en entrevue à *La Presse Affaires*.

Aux États-Unis, le gouvernement fédéral a subventionné l'achat de décodeurs lors du passage à la technologie numérique. Au Canada, le gouvernement Harper ne veut pas subventionner les décodeurs. Le CRTC, qui a recommandé en mars dernier au gouvernement d'étudier un programme de subventions, chiffre le coût total de la conversion au numérique à 64 millions de dollars au pays.

«Le décodeur le plus cher se vend à 75\$, mais j'ai vérifié et on en vend à 29\$ sur eBay. Je ne crois pas que le gouvernement va subventionner l'achat de décodeurs. C'est quelque chose que le consommateur devra acheter», dit Konrad von Finckenstein, président du CRTC.

Le 31 août 2011, le petit écran canadien passera à la technologie numérique, incompatible avec les «oreilles de lapin». Dans un rapport publié hier, le CRTC estime



Le président du CRTC, Konrad von Finckenstein.

qu'entre 826 000 et 857 500 foyers en milieu urbain – environ 7,3% des foyers au pays – regardent encore la télé avec des «oreilles de lapin» et devront se procurer un décodeur d'ici un an.

La conversion au numérique ne sera pas obligatoire dans certaines régions éloignées, où le signal des chaînes disponibles gratuitement (ex: TVA, Radio-Canada, CBC) sera dorénavant relayé par les câbles et les distributeurs par satellite. Le CRTC modifiera sa réglementation afin que les distributeurs puissent offrir ces chaînes gratuitement dans un forfait aux 31 500 foyers en régions éloignées qui ne sont

pas abonnés au câble ou au satellite.

Le CRTC ne pourra pas forcer les distributeurs à offrir ces chaînes gratuitement, mais son président a bon espoir de les convaincre d'obtempérer. «Les distributeurs pourraient même offrir toute leur programmation gratuitement durant six mois et espérer se faire de nouveaux clients, dit Konrad von Finckenstein. Mais à la fin, ce sera aux distributeurs de décider.»

Au printemps prochain, le CRTC veut lancer une campagne de sensibilisation sur le passage à la technologie numérique et faire des tests à Québec et Winnipeg.

FRAIS CACHÉS

Demande d'autorisation de recours collectif contre Air Canada

STÉPHANIE GRAMMOND

L'Union des consommateurs étrenne les nouveaux articles de la Loi sur la protection du consommateur (LPC), en s'attaquant aux frais cachés sur le site web d'Air Canada.

L'Union a demandé, hier, l'autorisation d'exercer un recours collectif contre le transporteur, au nom de tous les consommateurs du Québec qui ont dû payer des frais supplémentaires (surcharge, frais aéroportuaires, frais pour la sécurité, etc.) à l'achat d'un billet d'avion.

«On parle de dizaines de milliers de résidents du Québec qui ont acheté des billets d'avion sur le site Internet d'Air Canada depuis le 30 juin», a précisé à *La Presse*, M^c François Lebeau, du cabinet Unterberg Labelle Lebeau, qui pilote la requête.

Il reproche à Air Canada d'exiger un prix supérieur à celui annoncé dans ses publicités et sur son site internet. C'est ce qui s'est produit pour Michael Silas qui a dû payer un supplément de 126,96\$ juste avant de conclure sa réservation, pour un billet d'avion annoncé à 298\$.

L'Union estime que cette pratique est illégale, avec l'entrée en vigueur de la réforme de la LPC, le 30 juin dernier. En vertu de nouvel article 224c, les commerçants doivent

afficher des prix «tout compris», à l'exception de la TPS et la TVQ.

D'autres transporteurs, et même d'autres commerçants dans des secteurs différents, pourraient aussi faire l'objet d'un recours. Si Air Canada ne modifie pas ses pratiques rapidement, l'Union pourrait aussi intenter un recours en injonction, selon M^c Lebeau. Il s'agit d'une nouvelle arme

Si Air Canada ne modifie pas ses pratiques rapidement, l'Union pourrait aussi intenter un recours en injonction. Il s'agit d'une nouvelle arme dont disposent les organismes de défenses des consommateurs.

dont disposent les organismes de défenses des consommateurs avec la réforme de la LPC.

Air Canada s'est abstenue de commentaire, n'ayant pas reçu la requête. Toutefois, sa porte-parole, Isabelle Arthur, a dit que beaucoup d'efforts ont été déployés, «pour que ce soit très clair dans l'affichage, ce qui est le tarif de base et ce qui représente des frais ou des taxes qui sont perçus et remis aux gouvernements ou aux aéroports.»

Québec « en réflexion »

QUINZE ANS

suite de la page 1

Cinq ans plus tard, il est catégorique: les conclusions de 2005 sont «désuètes», a-t-il dit à *La Presse Affaires*.

«Il me semble extrêmement probable que certaines conclusions de l'étude de 2005 soient inversées», dit-il. Selon lui, il serait relativement simple pour le ministère des Finances de mettre l'étude à jour.

«C'est la recommandation que je ferais sans hésiter si j'étais consulté», dit-il.

En 2005, l'étude avait montré que la règle des 15 ans rapportait 37 millions au gou-

vernement, contre des dépenses nettes de 25 millions. Bref, en l'abolissant, Québec aurait creusé un trou de 12 millions dans son solde budgétaire.

Aujourd'hui, M. Lemelin estime que si Québec choisissait de sabrer la mesure, il verrait au contraire un effet «nettement positif» sur son solde budgétaire, surtout parce qu'il verrait sa facture de médicaments diminuer d'une manière importante.

Le chercheur rappelle toutefois qu'abolir la règle des 15 ans risque d'entraîner des impacts indirects, par exemple en poussant les entreprises pharmaceutiques vers d'autres provinces ou d'autres pays. En

2005, les auteurs avaient évalué l'impact négatif d'un tel scénario sur le PIB québécois à 340 millions.

«Peut-être une étude mise à jour donnerait-elle des résultats légèrement différents, mais il serait peu vraisemblable que la conclusion quant à l'effet sur le PIB soit renversée», dit Lemelin.

Le lobby de l'industrie des médicaments génériques, évidemment opposé à la règle des 15 ans, tient l'argument que l'argent investi dans la règle des 15 ans serait redéployé ailleurs si on abolissait la mesure, ce qui générerait même des impacts sur le PIB.

Les sociétés innovantes

répliquent que la règle des 15 ans a largement contribué à l'implantation des filiales des multinationales à Montréal, créant des emplois de pointe hautement rémunérés.

Débat

La semaine dernière, l'annonce de la fermeture du laboratoire de Merck a relancé les débats sur l'efficacité de la règle des 15 ans, dont l'objectif est justement de maintenir l'industrie pharmaceutique au Québec.

Déjà, l'Ontario a surpassé le Québec comme principale destination des fonds de recherche en pharmaceutique (46,6% contre 40,8% en

2009, selon les chiffres du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés).

Il y a un mois, Pfizer a aussi soulevé la controverse en offrant des «cartes de continuité» sur le Lipitor, une mesure qui avait dérangé la RAMQ au point où elle s'était dite inquiète pour la pérennité du régime public d'assurance médicaments.

Pfizer a fini par suspendre son programme, mais plusieurs avaient alors souligné qu'une telle controverse aurait été impossible sans la règle des 15 ans.

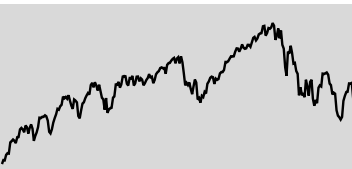
«Lorsque des décisions de soutien économique font en sorte qu'on vienne mêler toutes les cartes dans l'exercice des professions, c'est là qu'on a un problème», avait alors lancé Manon Lambert, directrice générale de l'Ordre des pharmaciens du Québec.

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

LES BOURSES

ÉTATS-UNIS

S&P 500 > 12 mois



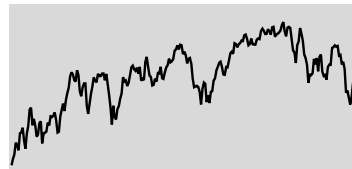
FERMETURE 1 064,88
VAR. 1J -2,88% | 1 SEM. -1,21%
52 SEM. HAUT 1 219,80 BAS 927,45

DANS LE MONDE

	FERMETURE	VAR. 1J (pts)	(%)
Brazil Bovespa (Brésil)	62 339,27	-1 150,10	-1,81
CAC 40 (France)	3 500,16	-81,66	-2,28
DAX (Allemagne)	6 040,27	-109,09	-1,77
DJ Euro Stoxx 50 (Europe)	2 404,88	-51,25	-2,09
FTSE 100 (Angleterre)	5 158,85	-52,44	-1,01
Hang Seng (Hong Kong)	20 250,16	-5,46	-0,03
Mexico Bolsa (Mexique)	31 783,39	-597,67	-1,85
FTSE MIB (Italie)	20 161,02	-319,06	-1,56
NIKKEI 225 (Japon)	9 408,36	-277,17	-2,86
S&P/ASX 200 (Australie)	4 422,70	-19,90	-0,45
Shanghai (Chine)	2 424,27	-0,03	0,00
Swiss Market (Suisse)	6 184,37	-106,70	-1,70

CANADA

S&P/TSX TORONTO > 12 mois



FERMETURE 11 569,65
VAR. 1J -1,47% | 1 SEM. -0,01%
52 SEM. HAUT 12 321,76 BAS 10 163,50

PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
URANIUM ONE INC (UUU)	19 192 016	2,85	0,71
UTS ENERGY (UTS)	14 148 168	3,56	0,00
ISHARES S&P/TSX (XIU)	8 344 973	17,03	-1,45
LUNDIN MINING (LUN)	4 414 740	3,58	-3,24
MANULIFE FINAN. (MFC)	4 225 740	15,31	-2,67
HORIZONS BETA/A (HNU)	3 890 438	5,86	-4,09
BOMBARDIER/B (BBD.B)	3 684 271	4,74	-0,21
YAMANA GOLD (YRI)	3 561 528	10,06	-2,33
TECK RES./B (TCK.B)	3 531 537	33,44	-2,45
BANQUE ROYALE (RY)	3 513 039	54,09	-1,65
SUNCOR ENERGY (SU)	3 398 929	32,33	-1,58
HORIZONS BETAPRO (HOU)	2 914 639	6,32	-2,47
BANQUE TD (TD)	2 913 329	72,01	-1,19
THOMPSON CR. (TCM)	2 863 547	9,25	-1,80
BARRICK GOLD (ABX)	2 774 436	44,00	-1,92
NEXEN (NXY)	2 635 205	21,22	-4,93

TITRES GAGNANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
THOMPSON CR. (TCM.W)	265 400	2,74	9,60
IPATH S&P 500 (VXX)	257 330	28,83	8,18
INTELLIPHARMA. (I)	3 948	3,09	8,04
EXTORRE GOLD (XG)	50 550	2,67	6,80
HORIZONS BETA NA. (HOD)	50 220	12,64	6,13

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
IPATH S&P 500 (VXX)	257 330	28,83	2,18
GENWORTH MI (WIC)	526 584	24,39	1,32
SXC HEALTH SOL. (SXC)	36 886	74,00	1,21
HORIZONS BETAPRO (HKD)	25 925	20,68	1,06
BIOVAIL (BVF)	1 581 137	21,66	1,05

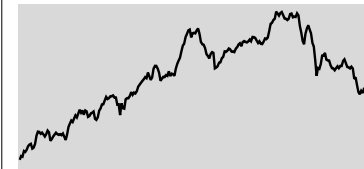
TITRES PERDANTS

EN %	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
QUADRA MINING (QUX.W)	2 250	2,25	-13,46
MENU FOODS (MEW.U)	33 797	3,05	-8,13
AGNICO-EAGLE (AEM.WU)	4 850	20,70	-8,00
TDB SPLIT/A (XTD)	8 330	3,61	-7,44
MORGUARD SUN. (MSN.U)	3 579	9,00	-7,12

EN \$

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
RESEARCH IN MO. (RIM)	2 244 402	55,41	-2,48
AGNICO-EAGLE (AEM.WU)	4 850	20,70	-1,80
FIRST QUANTUM (FM)	331 135	61,50	-1,60
AGNICO-EAGLE (AEM)	793 536	59,15	-1,52
AG GROWTH INT. (AFN)	41 217	33,48	-1,52

TSX CROISSANCE PETITES CAPITALISATIONS > 12 mois



FERMETURE 1 379,47
VAR. 1J -0,53% | 1 SEM. +0,72%
52 SEM. HAUT 1 691,10 BAS 1 082,55

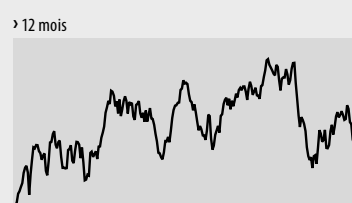
PLUS ACTIFS

	VOLUME	FERM (\$)	VAR (%)
TERRANE METALS (TRX)	20 063 404	1,35	-0,74
MEDORO RES. (MRS.W)	5 355 000	0,09	20,00
QUETZAL ENERGY (QEN)	5 328 330	0,14	3,70
AMADOR GOLD (AGK)	3 889 270	0,01	-33,33
SIDON INTL RES. (SD)	3 824 175	0,10	17,65
KWG RES. (KWG)	2 420 062	0,12	0,00
TERRANCE METAL (TRX.WA)	2 315 950	0,06	71,43
HALO RES. (HLO)	2 128 000	0,04	-12,50
GOLDEN BAND RES. (GBM)	2 111 900	0,31	0,00
CRESO EXPL. (CXT)	2 019 022	0,49	12,64

CONSULTEZ les cotes boursières en tout temps sur laspresseaffaires.com

PÉTROLE

West Texas Intermediate, contrat à terme



76,01\$us

Variation 1 JOUR -0,61\$us

Variation 1 SEM. -0,11%

Variation 1 AN +22,56%

FONDS INDICIELS

	FERM.	1J (\$)	1J (%)	TAN (%)
S&P/TSX comp. (XIC)	18,19	-0,30	-1,62	12,15
S&P/TSX 60 (XIU)	17,03	-0,25	-1,45	8,47
S&P/TSX fin. (XFN)	21,83	-0,36	-1,62	8,39
S&P/TSX éner. (XEG)	17,53	-0,30	-1,68	9,91
S&P/TSX or (XGO)	22,15	-0,32	-1,42	15,42
Oblig. c. terme (XSB)	29,05	0,06	0,21	-0,31
Oblig. l. terme (XBB)	29,74	0,10	0,34	1,68
S&P 500 (XSP)	12,23	-0,34	-2,70	12,00

CANADA LPA 100 (HEBDOMADAIRE)

La Presse Affaires présente une sélection de 100 titres inscrits à la Bourse de Toronto.

	FERM. (\$)	VARIATION 1J (%)	VOLUME (100)	VAR. CETTE SEM. (%)	52 SEM. HAUT	52 SEM. BAS	DIV. ANN.
SANTÉ	400,45 pts	3,20		3,99			
▲ Biovail (BVF)	21,66	1,05	5,09	15 588	8,30	21,70	13,45 0,38
▲ Atrium (ATB)	16,07	-0,38	-2,31	744	6,42	17,98	11,45 0,00
▲ MDS (MDS)	9,93	0,29	3,01	3 889	5,19	10,04	6,16 0,00
Theratechnologies (TH)	5,23	0,03	0,58	590	2,95	5,75	1,83 0,00
INDUSTRIELLES	1 154,31 pts	-1,43		1,61			
▲ Transat (TRZ.B)	11,00	0,35	3,29	483	7,74	24,90	9,69 0,00
▲ Transforce (TFI)	9,65	-0,17	-1,73	1 365	6,98	11,12	5,61 0,40
Velan (VLN)	13,70	-0,05	-0,36	0	5,38	16,98	11,01 0,32
▼ Canadien National (CNR)	62,55	-1,27	-1,99	10 472	3,05	64,86	47,55 1,08
▼ Canadien Pacifique (CP)	59,37	-1,34	-2,21	5 627	2,19	62,90	40,86 1,08
▼ Jazz Air (JAZU)	4,31	-0,15	-3,36	2 627	2,13	5,24	3,12 0,60
SNC-Lavalin (SNC)	45,06	-0,24	-0,53	2 724	1,56	54,89	41,59 0,68
Quinc. Richelieu (RCH)	25,36	0,07	0,28	15	1,20	25,50	17,50 0,36
▲ CAE (CAE)	9,75	-0,15	-1,52	3 941	0,72	10,42	6,66 0,12
▲ Laperr. & Verreault (GLV.A)	7,68	0,09	1,19	74	0,39	10,35	6,75 0,00
▼ Garda (GW)	8,32	-0,13	-1,54	323	-1,19	11,90	4,55 0,00
Transcontinental (TCL.A)	13,83	-0,01	-0,07	5 611	-1,21	14,50	7,74 0,36
ACE Aviation (ACE.A)	8,06	-0,04	-0,49	13	-1,59	9,16	4,22 0,00
Bombardier (BBD.B)	4,74	-0,01	-0,21	34 791	-2,06	6,24	3,45 1,00
▼ Genivar (GNV.U)	25,60	-0,40	-1,54	48	-2,29	29,26	22,44 1,50
▼ Stella-Jones (SJ)	28,00	-0,75	-2,61	13	-2,95	29,90	20,60 0,36
TÉLÉCOMS	795,98 pts	-1,04		1,53			
▼ Rogers (RCI.B)	36,32	-0,63	-1,71	22 409	2,83	37,71	27,40 1,28
Telus (T)	41,36	-0,22	-0,53	7 716	1,17	41,67	30,24 2,00
▼ BCE (BCE)	31,42	-0,34	-1,07	17 863	1,09	32,23	23,92 1,74
CONSOMMATION COURANTE	1 476,16 pts	-0,57		1,34			
Couche-Tard (ATD.B)	20,00	0,10	0,50	3 824	3,36	22,24	15,70 0,16
Metro (MRU.A)	43,86	0,29	0,67	1 652	2,00	45,56	33,02 0,68
▼ Jean Coutu (PJC.A)	8,53	-0,26	-2,96	1 173	1,67	10,94	7,88 0,22
Molson (TPX.B)	46,20	0,20	0,43	9	1,54	54,39	41,25 1,13
▼ Saputo (SAP)	32,23	-0,66	-2,01	1 975	1,70	32,90	22,90 0,58
Shoppers Drug Mart (SC)	36,07	-0,19	-0,52	4 156	0,50	48,62	32,57 0,90
▼ Weston (George) (WN)	73,63	-0,90	-1,21	572	0,11	75,90	52,75 1,44
Lassonde (LAS.A)	55,00	0,00	0,00	5	0,02	58,75	38,00 1,16
▼ Loblaw (L)	39,16	-0,62	-1,56	1 507	-2,05	40,57	29,72 0,84
TECHNOLOGIES	218,01 pts	-3,41		0,87			
▼ Open Text (OTC)	41,99	-0,56	-1,32	398	3,88	51,92	37,13 0,00
Exfo (EXF)	5,95	0,05	0,85	101	2,06	6,85	3,09 0,00
CGI (GIB.A)	16,28	-0,08	-0,49	5 785	1,81	16,80	9,80 0,00
▼ Research in Motion (RIM)	55,41	-2,48	-4,28	21 758	0,33	94,00	50,06 0,00
CONSOMMATION AUTRE	982,62 pts	-0,72		0,72			
▼ Magna (MG.A)	75,18	-1,11	-1,45	2 810	5,78	78,82	42,03 0,72
BMTIC (GBT.A)	19,90	-0,09	-0,45	56	4,46	20,64	9,88 0,20
▲ TVA (TVA.B)	11,75	0,24	2,09	9	4,35	15,70	8,40 0,20
Cogeco Câble (CCA)	34,74	-0,01	-0,03	604	1,11	43,98	26,40 0,56
Reitmans (RET.A)	19,60	-0,13	-0,66	2 050	1,08	20,00	13,31 0,80
▼ Astral Media (ACM.A)	36,55	-0,44	-1,19	6 290	0,83	37,10	27,09 0,50
Canadian Tire-A (CTC.A)	55,63	-0,39	-0,70	1 132	0,54	60,75	50,86 0,84
▲ Le Château (CTU.A)	12,40	0,20	1,64	7	0,40	15,00	10,75 0,70
▼ Gildan (GIL)	30,05	-0,82	-2,66	2 317	0,07	33,26	17,22 0,00
Pages Jaunes (YLO.U)	5,90	-0,02	-0,34	8 965	0,00	6,98	4,78 0,80
Shaw (SJR.B)	20,24	0,07	0,35	7 749	0,00	22,02	18,18 0,88
▼ Quebecor (QBR.B)	34,13	-0,76	-2,18	336	-0,15	37,90	18,42 0,20
▼ Uni-Select (UNS)	26,62	-0,57	-2,10	21	-0,26	31,21	23,75 0,47
Thomson Reuters (TRI)	38,85	-0,15	-0,38	14 362	-0,38	39,95	32,72 1,14
▼ Rona (RON)	15,57	-0,16	-1,02	1 170	-0,95	17,73	12,50 0,00
Dorel (DII.B)	34,46	-0,19	-0,55	202	-1,94	39,35	23,76 0,59
FINANCE	1 563,65 pts	-1,54		0,31			
▼ Brookfield Asset (BAM.A)	25,02	-0,37	-1,46	13 340	4,12	27,00	19,26 0,51
▼ Banque de Montréal (BMO)	61,45	-0,74	-1,19	15 256	2,55	65,71	48,55 2,80
▼ Banque Scotia (BNS)	51,71	-0,73	-1,39	23 737	2,31	52,89	42,65 1,96
▼ Banque Laurentienne (LB)	43,60	-0,65	-1,47	390	1,51	45	

LA PRESSE AFFAIRES INVESTIR

DENRÉES

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Blé (\$US/boisseau)	5,87	-1,51	10,13
Cacao (\$US/livre)	1,44	0,67	19,57
Café (\$US/livre)	1,65	0,00	45,20
Mais (\$US/boisseau)	3,95	0,57	24,63
Soya (\$US/boisseau)	10,20	0,05	4,46
Sucre (\$US/livre)	0,17	-1,61	-1,61

ÉNERGIE

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 JOUR	1 AN
Essence (\$US/gallon)	2,04	-0,95	19,12
Gaz naturel (\$US/gigajoule)	4,78	-1,13	23,61
Mazout (\$US/gallon)	2,01	-0,41	25,67

MÉTAUX

	FERMETURE	VARIATION (%)	
		1 J	1 AN
Aluminium (\$US/livre)	0,91	0,88	22,77
Argent (\$US/once)	17,77	-3,12	34,77
Cuivre (\$US/livre)	3,02	-0,09	27,11
Étain (\$US/livre)	8,10	-1,41	35,16
Nickel (\$US/livre)	8,72	-0,49	21,26
Palladium (\$US/once)	448,15	-4,03	81,44
Platine (\$US/once)	1 508,40	-1,41	29,73
Plomb (\$US/livre)	0,81	-0,67	11,78
Zinc (\$US/livre)	0,82	-1,26	19,56

LES OBLIGATIONS

	COUPON	ÉCHÉANCE	PRIX	REND. VAR.
LE GOUVERNEMENT DU CANADA				
Canada	9,00	01-03-11	105,02	0,81 0,01
Canada	6,00	01-06-11	104,27	1,02 0,04
Canada	10,25	15-03-14	128,35	2,13 0,39
Canada	9,75	01-06-21	159,08	3,25 0,33
Canada	8,00	01-06-23	147,52	3,40 0,96
Canada	8,00	01-06-27	154,73	3,63 0,94
Canada	5,75	01-06-29	127,86	3,68 0,88

LES PROVINCES

Hydro Québec	11,00	15-08-20	156,39	4,10 0,73
Manitoba	7,75	22-12-25	137,18	4,40 0,50
New Brunswick	6,00	27-12-17	115,50	3,60 0,57
Newfoundland	6,15	17-04-28	119,11	4,56 0,49
Nova Scotia	6,60	01-06-27	123,34	4,59 0,49
Ontario	6,25	25-08-28	119,76	4,62 0,50
Ontario Hydro	7,45	31-03-13	116,01	1,36 0,19
Ontario Hydro	8,50	26-05-25	143,28	4,47 0,50
Ontario Hydro	8,25	22-06-26	141,71	4,54 0,52
P E I	8,50	27-10-15	125,76	3,15 0,53
Québec	6,00	01-10-29	116,72	4,67 0,43

LES CORPORATIONS

Bell Canada	7,00	24-09-27	110,84	5,98 0,58
Bombardier	7,35	22-12-26	98,50	7,51 0,00
Cons Gas	6,10	19-05-28	112,31	5,04 0,71
Gtaa	6,45	03-12-27	112,90	5,30 0,63
Investors Gr	6,65	13-12-27	104,97	6,17 0,56
Wtcoast Éne	6,75	15-12-27	114,10	5,48 0,62

TAUX D'INTÉRÊT

	FERMETURE	RENDEMENT SEM. ANNÉE	
CANADA			
Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	2,50	0,00	0,25
Fonds à un jour	0,50	0,00	0,25
Bons du Trésor (3 mois)	0,55	0,05	0,33
Obligations (2 ans)	1,57	-0,15	0,36
Obligations (10 ans)	3,16	-0,07	-0,27

ÉTATS-UNIS

Taux d'escompte	0,75	0,00	0,25
Taux préférentiel	3,25	0,00	0,00
Fed funds	0,25	0,00	0,00
Bons du trésor (3 mois)	0,15	0,00	-0,02
Obligations (2 ans)	0,58	-0,04	-0,39
Obligations (10 ans)	2,92	-0,13	-0,65

OR

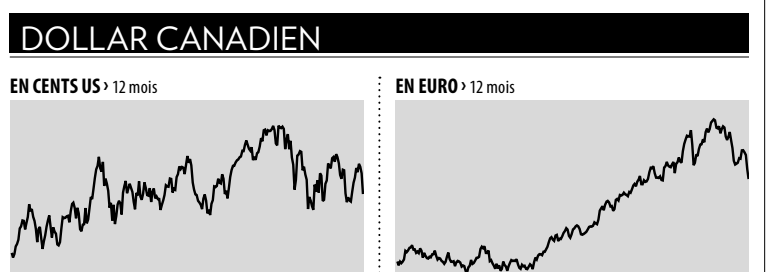
New York

1 188,20 \$US

Variation 1 JOUR **-20,10 \$US**

Variation 1 SEM. **-1,79 %**

Variation 1 AN **+27,03 %**



94,82 ¢US	0,7323 €
VARIATION -1,44 ¢	VARIATION -0,0115 €
SOMME REQUISE POUR ACHETER	SOMME REQUISE POUR ACHETER
Un dollar US 105,46 ¢	Un euro 1,3656 \$

LES DEVICES DANS LE MONDE

Afrique du Sud	1 \$ vaut 7,18 rands	Japon	1 \$ vaut 81,99 yens
Australie	1 \$ vaut 1,09 dollar	Liban	1 \$ vaut 1 581,11 livres
Brazil	1 \$ vaut 1,69 real	Mexique	1 \$ vaut 12,22 pesos
Chine	1 \$ vaut 6,41 renminbis	Norvège	1 \$ vaut 5,93 couronnes
Grande-Bretagne	1 \$ vaut 0,62 livre	Nouvelle-Zélande	1 \$ vaut 1,33 dollar
Hong-Kong	1 \$ vaut 7,36 dollars	Russie	1 \$ vaut 28,88 roubles
Inde	1 \$ vaut 44,25 roupies	Suède	1 \$ vaut 6,94 couronnes
Israël	1 \$ vaut 3,65 n.shekels	Suisse	1 \$ vaut 0,99 franc

Les Américains dépriment, les Bourses chutent

AGENCE FRANCE-PRESSE
REVUE
BOURSIÈRE

NEW YORK — Les Bourses nord-américaines ont terminé en forte baisse hier, les investisseurs broyant du noir face à un accès de déprime des consommateurs américains et des résultats de sociétés décevants.

À Wall Street, l'indice Dow Jones a lâché 261,41 points (-2,5 %) à 10 097,90 points, et le NASDAQ, à dominante technologique, 70,03 points (-3,1 %) à 2 179,05 points.

L'indice élargi Standard & Poor's 500 a abandonné 2,9 % (31,60 points) à 1 064,88 points.

Les 30 valeurs composant le Dow Jones ont fini dans le rouge.

«La principale nouvelle du jour, c'est le plongeon du moral des consommateurs», a estimé Peter Cardillo, d'Avallon Partners. «Si la confiance reste faible, cela pèse sur la consommation, et donc sur la croissance.»

«On avait eu de forts gains cette semaine, cela a déclenché des prises de bénéfices avant le week-end», a-t-il ajouté.

L'indice de l'Université du Michigan mesurant la confiance des consommateurs est tombé à 66,5 en juillet, son plus bas niveau depuis août 2009.

«On est dans un environnement assez fragile. Tant que cela dure, le marché va rester sujet à de forts mouvements», a relevé Craig Peckham, de Jefferies. «Le moral du marché face à l'environnement macro-économique se détériore, et on a eu quelques déceptions en termes de résultats de sociétés, notamment dans le secteur financier.»

Le géant de l'internet Google (-7 %), le fabricant de jouets Mattel (-9,8 %) ou encore l'éditeur du quotidien USA Today, Gannett (-10,7 %), ont publié des bénéfices trimestriels en deçà des attentes.

Les banques Citigroup (-6,3 %) et Bank of America (-9,2 %), ainsi que le conglomérat General Electric (-4,6 %) ont dépassé les estimations des analystes avec leurs profits, mais leurs ventes ont déçu.

La Bourse de Toronto a aussi terminé la séance en forte baisse, après la publication de données bien moins bonnes que prévu au sujet de la confiance des consommateurs au sud de la frontière.

L'indice composé S & P/TSX a cédé 172,12 points, soit 1,5 %, pour clôturer à 11 569,65 points. Le parquet torontois a été victime de la baisse généralisée des titres liés aux matières premières, conséquence de l'incertitude au sujet de la vigueur de la reprise économique aux États-Unis.

Le dollar canadien a aussi encaissé un dur coup, abandonnant 1,44 cent US à 94,82 cents US.

Le cours du pétrole brut a laissé 61 cents US à 76,01 \$US le baril à la Bourse des matières premières de New York, tandis que le lingot d'or a culbuté de 20,10 \$US à 1 188,20 \$US l'once. L'action de Barrick Gold a chuté de 1,9 % à 44 \$ et celle de Gammon Gold fondait de 6,3 % à 5,63 \$.

Dans le secteur pétrolier, le titre d'EnCana glissait de 2,5 % à 33,59 \$ en raison d'une recommandation de vente de la firme Goldman Sachs.

L'action de Nexen culbutait de 4,9 % à 21,22 \$ à la suite d'un commentaire moins favorable de l'analyste Randy Ollenberger.

Dans le secteur financier, l'action de la Banque Royale perdait 1,7 % à 54,09 \$ et le titre de la Scotia reculait de 1,7 % à 51,71 \$.

Problème de réception de l'iPhone 4

Apple offre des étuis adaptés

AGENCE FRANCE-PRESSE

SAN FRANCISCO — Le groupe informatique Apple a présenté hier ses excuses à ses clients ayant eu des problèmes de réception avec le nouvel iPhone 4 et leur propose un étui gratuit censé régler le problème, dans l'espoir de clore une controverse embarrassante.

Le PDG d'Apple, Steve Jobs, s'est adressé à un parterre de journalistes invités, au siège du groupe à Cupertino près de San Francisco, pour annoncer la solution trouvée: «Donnons à tout le monde des étuis gratuits.»

«À nos clients qui ont eu ce problème: nous sommes profondément désolés», a déclaré M. Jobs, à qui un journaliste venait de demander s'il n'envisageait pas des excuses publiques.

Le patron d'Apple avait auparavant qualifié la controverse de «complètement disproportionnée».

Vidéos à l'appui, il a souligné que les problèmes de réception étaient généralisés sur le segment des téléphones portables, citant plusieurs fabricants concurrents comme le canadien Research in Motion (BlackBerry) ou le taiwanais HTC qui, selon lui, éprouvent les mêmes difficultés.

«Nous ne sommes pas parfaits, a-t-il dit, les téléphones ne sont pas parfaits.»

M. Jobs a noté que l'iPhone 4 s'était déjà vendu à plus de trois millions d'exemplaires



PHOTO KIM WHITE, REUTERS

Le chef des opérations d'Apple, Steve Jobs, a tenté de calmer le jeu hier en utilisant son arsenal favori, une conférence devant la presse spécialisée.

res depuis son lancement le 24 juin, affirmant qu'il suscitait une très grande satisfaction parmi les clients.

Lundi, l'influent magazine Consumer Reports avait déconseillé l'achat de l'iPhone, confirmant des analyses publiées par de nombreux internautes: en tenant l'appareil dans la main gauche,

le contact avec la peau peut facilement perturber le signal de réception.

La solution trouvée par Apple qui, selon des analystes, devrait lui coûter quelques cents par appareil, revient à isoler cette bordure métallique par une simple coque à bordure en caoutchouc.

SUR LE RADAR

Chaque samedi, un financier différent répond à nos questions. Il donne sa lecture des marchés, offre son point de vue sur la Bourse et lance quelques conseils d'investissement. Cette semaine, **Jean Duguay, d'Eterna...**

L'économie sur un fil de fer

STÉPHANIE GRAMMOND

Q: À votre avis, quel est l'événement le plus significatif des derniers jours à la Bourse?

J'ai remarqué une continuation de la faiblesse des statistiques économiques: confiance des consommateurs, ventes au détail, etc. De façon générale, le «momentum» est à la baisse. L'économie avait progressé beaucoup grâce à la mise en place de programmes gouvernementaux. Mais, de plus en plus, on voit que l'économie a de la difficulté à maintenir le rythme de croissance. Je ne suis pas prêt à dire qu'on s'en va vers un «double dip», mais il y a des risques. Il ne faut pas crier victoire trop vite.

Q: Quel indicateur surveillez-vous le plus attentivement en ce moment?

Je surveille l'économie en général. Tous les stimuli déployés par les gouvernements après la crise de 2008 ont permis à plusieurs nations de sortir de la récession assez vite. Mais ces mesures-là disparaissent graduellement. Est-ce que les pays vont pouvoir maintenir la croissance sans cette aide? C'est incertain. Dans un contexte d'austérité budgétaire, la croissance sera plus faible au cours des prochaines années.

Q: Que feriez-vous avec 10 000 \$ à investir?

L'évaluation des actions demeure plus attrayante que celles des obligations. Mais comme le contexte est plus risqué, il faut être très, très sélectif, en favorisant des sociétés qui ont des revenus stables et qui versent des dividendes élevés. Je préfère me diriger vers des secteurs plus défensifs comme la consommation de base, les services publics et les banques.

Q: Quel placement évitez-vous à tout prix?

À court terme, je serais prudent avant d'investir dans les secteurs cycliques, particulièrement les matériaux et les mines et métaux. L'évaluation boursière m'apparaît élevée dans un contexte où l'économie mondiale pourrait avoir de la difficulté au cours des prochains trimestres. Il risque d'y avoir des surprises désagréables.

Q: Quel est l'élément que les marchés sous-estiment le plus présentement?

On sous-estime l'impact de la dette. L'ensemble des pays se sont endettés pour faire face à la crise. Cela va conduire à des coûts supplémentaires et à une réévaluation à la baisse des actifs financiers. Les gouvernements devront imposer des mesures restrictives, faire des choix de société. Mais il ne faut pas enlever trop vite les stimuli, pour ne pas tuer la relance économique.

Par ailleurs, les efforts du gouvernement chinois pour contenir la bulle dans le secteur immobilier risquent de freiner l'économie en Chine, affaiblir la demande mondiale pour les matières premières, et ralentir l'ensemble l'économie mondiale.

Fort de 25 ans d'expérience en finances, **Jean Duguay** est vice-président placements et gestionnaire d'actions canadiennes et américaines chez Gestion de placements Eterna. La firme gère des actifs de plus de 650 millions, à Montréal et à Québec. Relancée il y a 10 ans, Eterna est issue d'une institution qui a ses racines à Québec depuis 1928.



PHOTO ARMAND TROTTIER, ARCHIVES LA PRESSE

LA PRESSE AFFAIRES ENTREVUE



PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE

Rick Doman est en train de déménager le siège social d'Eacom à Montréal.

RICK DOMAN, D'EACOM

L'HOMME QUI A MISÉ SUR LA FORÊT QUÉBÉCOISE

En achetant les scieries de Domtar pour une bouchée de pain alors que tout le monde fuyait le secteur forestier comme la peste, Rick Doman a fait un grand pari. Mais le président d'Eacom persiste et signe: l'ouragan finira par passer. Et quand le vent de la reprise soufflera, c'est au Québec qu'il faudra être.



PHILIPPE MERCURE

«Nous voyons un très bel avenir dans l'industrie du bois d'œuvre en Ontario, et surtout, au Québec.»

Des phrases du genre, avouez qu'il y a longtemps que vous n'en avez pas entendu. C'est pourtant le discours que tient Rick Doman, président et chef de la direction d'Eacom Timber Corporation.

Et il ne s'agit pas seulement de belles paroles.

Jusqu'à tout récemment, Eacom était une petite entreprise de Colombie-Britannique inscrite à la Bourse croissance de Toronto qui ne possédait qu'une seule scierie, et en arrêt de production de surcroît.

Mais le 1^{er} juillet dernier, M. Doman et son équipe ont officiellement avalé la division Produits forestiers de Domtar. Sept scieries de Domtar, dont celles de Matagami, Val-d'Or et Sainte-Marie, au Québec, sont passées aux mains d'Eacom. L'entreprise a aussi acquis l'usine de transformation de bois de Sullivan, au Québec, ainsi que la participation de Domtar dans une scierie et une usine ontariennes.

Encore des actifs dont la propriété quitte le Québec? Non. Parce que cette fois, c'est l'acheteur qui déménage. Eacom est en train de reloger son siège social à Montréal.

Et Rick Doman, natif de la Colombie-Britannique, cherche actuellement à acheter une maison dans la métropole québécoise.

Mais que diable peut bien pousser un homme à investir dans le bois quand le secteur fait les manchettes pour ses déboires?

Rick Doman a une panoplie de réponses à cette question, chacune étayée par un arsenal de chiffres et de statistiques.

Et c'est accompagné de Jean-François Mérette, ancien dirigeant de la division forestière de Domtar devenu vice-président de l'exploitation chez Eacom, qu'il a accepté de partager sa vision avec *La Presse Affaires*.

Avec un peu d'aide des insectes

Ironiquement, l'une des principales raisons pour lesquelles M. Doman vient d'investir dans l'est du Canada provient de sa province natale... et n'est pas plus grosse qu'une tête d'épingle. Son nom: le dendroctone du pin ponderosa, un insecte en train de ravager les forêts de l'intérieur de la Colombie-Britannique.

«Plusieurs scieries ont connu des réductions de production au cours des dernières années, constate comme tout le monde M. Doman. Pourquoi? D'abord à cause de l'effondrement du marché résidentiel américain. Mais on oublie souvent le fait que les scieries de la Colombie-Britannique ont aussi été en surproduction.»

Ses observations se résument simplement. En voyant leurs arbres se faire infester par les insectes, les bûcherons de la Colombie-Britannique se sont dépêchés de récolter le maximum de bois possible, déversant un surplus d'offre dans un marché où la demande s'atrophiait.

Mais M. Doman voit le jour où la situation s'inversera. Selon ses prévisions, la Colombie-Britannique devra réduire sa production annuelle de 20 millions de mètres cubes d'ici 3 à 5 ans. Et 20 millions de mètres cubes, c'est l'équivalent de tout le bois qui se récolte au Québec en un an.

Pire: toujours selon Rick Doman, une bonne partie du bois qui sera récolté là-bas sera de moindre qualité à cause du dendroctone et sera expédié en Asie plutôt qu'aux États-Unis.

ce ce ne sera pas avant 2011-2012, mais la démographie montre qu'entre 1,3 et 1,6 million de ménages américains se forment chaque année. En chaque ménage est un futur acheteur potentiel de maison.»

Bref, Eacom croit à la reprise et veut se positionner pour en profiter. Mais pour ça, elle admet qu'elle devra abaisser les coûts de production de ses scieries. Encore des coupes de salaire en vue pour les travailleurs?

«Non. Ça, c'est déjà fait», tranche M. Doman, qui souligne que Domtar s'est entendue avec ses travailleurs récemment. Lui parle plutôt d'investir en équipement. Et affirme en avoir les moyens.

Il faut dire qu'Eacom n'a pas payé cher pour les actifs de Domtar – 126,5 millions en tout, beaucoup moins que les

M. Doman parle de déboursier environ 20 millions d'ici 2011-2012, peut-être davantage si la reprise est devancée. Mais le rythme des investissements dépendra beaucoup de l'évolution des marchés.

«Il faut être prudent. On ne sait pas où on est exactement dans cette crise du bois. Si on investit trop et que les prix demeurent bas longtemps, on peut se retrouver à court d'argent. On ne veut pas ça», explique Jean-François Mérette.

En parallèle, M. Doman, qui connaît bien les marchés étrangers pour y avoir travaillé au sein de l'entreprise familiale (voir encadré), veut y envoyer ses produits, notamment en Europe du Nord, au Royaume-Uni et au Moyen-Orient.

«Nous allons prendre le temps d'analyser le marché européen au cours des deux

«Peut-être que ce ne sera pas avant 2011-2012, mais la démographie montre qu'entre 1,3 et 1,6 million de ménages américains se forment chaque année. En chaque ménage est un futur acheteur potentiel de maison.»

«Notre vision, c'est que quelque part entre maintenant et 2015, il pourrait y avoir jusqu'à 8 milliards de pieds mesure de planche qui ne traverseront plus le Canada pour passer ici et aller dans les marchés que nous fournissons. Nous pensons que ce déclin va être compensé par des scieries comme celles de Val-d'Or, Matagami, Sainte-Marie...»

Reste la situation américaine. Là-bas, la crise des hypothèques à risque a inondé le marché de maisons inoccupées, stoppant la construction de maisons neuves et donc la demande de bois. Mais M. Doman croit que ça ne durera pas éternellement.

«On pense que le marché résidentiel aux États-Unis va finir par reprendre. Peut-être

285 millions qu'aurait payés la société Conifex en 2007 si sa transaction n'avait pas avorté pour des questions de transferts de droits de coupe par le gouvernement.

Et comme Eacom avait levé 145 millions auprès d'investisseurs privés avant la transaction, elle dispose aujourd'hui d'une marge de manœuvre.

«Nous sommes une entreprise sans dette avec des surplus d'argent – je ne pense pas qu'il y en ait beaucoup dans l'industrie forestière. Nous avons fait ça de façon délibérée, pour pouvoir investir dans les scieries au bon moment», dit M. Doman.

Eacom affirme qu'elle investira «quelques millions de dollars» dès cette année dans ses scieries. En tout,

ou trois prochains mois, puis nous allons commencer à y envoyer un peu de bois pour tester le marché», dit M. Doman.

Si les choses vont bien, M. Doman parle même de réaliser de nouvelles acquisitions au Québec «d'ici un ou deux ans». D'ici six mois, il veut aussi faire passer le titre d'Eacom de la Bourse croissance de Toronto au «vrai» TSX.

«À nos yeux, le Québec est un bon endroit où être actuellement, résume le grand patron. Le bois est bon et le gouvernement du Québec est d'un très grand soutien. On a été bien accueillis ici. La route sera cahoteuse et il faut s'attendre à des défis. Mais on pense que la reprise viendra et qu'il faut se positionner.»

UN HOMME DE LA FORÊT

La forêt, Rick Doman connaît. Quand son grand-père est débarqué de l'Inde en 1907 pour s'établir dans l'île de Vancouver, c'est dans une scierie qu'il a trouvé du boulot. Et le petit commerce de vente de bois de chauffage qu'il a lancé a fini par se transformer en entreprise au chiffre d'affaires d'un milliard de dollars. Son nom: Eacom.

Le père de Rick Doman et lui-même y ont travaillé, avant que

Brookfield Asset Management ne mette la main sur l'entreprise en 2004.

En 2008, Rick Doman a repris les droits sur le nom Eacom, qui avait été abandonné par Brookfield, pour se relancer en affaires. L'acquisition des scieries de Domtar est son premier grand coup depuis.

— Philippe Mercure

PAS DE PROMESSE POUR SAINTE-MARIE

Des sept scieries acquises par Eacom, deux sont actuellement inactives: celles de Sainte-Marie, au Québec, et d'Ear Fall, en Ontario. Y a-t-il de l'espoir pour les travailleurs de Sainte-Marie?

L'un des problèmes de la scierie est que contrairement aux autres d'Eacom, son bois n'est pas récolté sur des terres de la Couronne. Il provient plutôt d'une multitude de petits propriétaires privés. «Ce n'est pas la

même dynamique qu'en Abitibi. C'est plus compliqué, et c'est plus cher», dit Jean-François Mérette, vice-président de l'exploitation chez Eacom.

La scierie de Sainte-Marie entre aussi en concurrence avec d'autres scieries situées au Canada, mais qui s'approvisionnent avec du bois américain. La différence, c'est qu'elles n'ont pas à payer de tarifs lorsqu'elles exportent aux États-Unis.

«C'est dans nos plans de répartir Sainte-Marie et nous y travaillons, dit tout de même Rick Doman à ce sujet. Il est dans nos intentions d'exploiter toutes nos scieries, mais il faut faire un peu de planification. D'ici trois à six mois, nous devrions avoir un plan.»

— Philippe Mercure

CARRIÈRES ET EMPLOIS

PLUS DE 100 OFFRES D'EMPLOI À L'INTÉRIEUR

TÉLÉPHONE 514-285-7320
TÉLÉCOPIEUR 514-499-2053
carrieres@lapresse.ca

Le rendez-vous de l'emploi

WORKOPOLIS

LA PRESSE

Faut-il éviter les rumeurs au bureau?

MYRIAM JÉZÉQUEL
COLLABORATION SPÉCIALE

Quand les rumeurs circulent, rien ne semble pouvoir les arrêter... Colportés de service en service, de couloirs en bureaux, de bouche à oreille devant la machine à café, les ragots sont la réalité la mieux partagée des milieux de travail.

Selon un sondage réalisé auprès de 300 firmes américaines et britanniques, deux employés sur trois utiliseraient la messagerie au bureau pour colporter des ragots contre des collègues ou leurs supérieurs. Cette activité à laquelle s'adonneraient autant les hommes que les femmes occuperait presque une heure de leur temps.

Adorant se mêler de ce qui ne les regarde pas, les cancaniers s'empres- sent d'informer leurs collègues des

siers en cours, il peut devenir une source de distraction nuisible à la productivité.

Par ailleurs, les rumeurs augmentent en période d'incertitude et suscitent des angoisses inutiles. Ainsi, une entreprise n'a pas intérêt à ce que la nouvelle d'une vague de licenciements se propage avant même que les principaux intéressés en soient informés.

En outre, lorsque les ragots deviennent une séance de défoulement au détriment d'un collègue, les employés qui les répandent peuvent recevoir un blâme pour insubordination. Des critiques sur le style de gestion ou les décisions de l'employeur, des commentaires minant l'image de l'entreprise sont inacceptables. Des calomnies graves sur la vie privée d'un employé ou des propos difamatoires sur l'employeur, même dans un blogue privé restreint aux « amis » ou sous couvert de l'anonymat, peuvent justifier un licenciement ou conduire à des poursuites judiciaires. En effet, tourner son employeur en dérision ou divulguer des informations confidentielles va à l'encontre de l'obligation de loyauté de l'employé.

Un gestionnaire devrait aussi se méfier des ragots quand ils prennent la forme de plaisanteries raciales basées sur des motifs interdits de discrimination. Faute de remédier à la situation, l'aveuglement volontaire de l'entreprise pourrait se retourner contre l'employeur qui doit assurer un milieu de travail exempt de harcèlement.

Le savoir-vivre – et l'instinct de survie! – exige de se tenir éloigné des ragots sous peine de compromettre ses chances de promotion. Face à la mauvaise langue qui discrédite ses collègues à la moindre occasion, il est recommandé de s'abstenir de confirmer les sous-entendus pour ne pas encourager la commère et de poursuivre son chemin sans répondre. Aussi, il est préférable, avant de réagir exagérément, de vérifier le fondement d'un propos pernicieux qui peut empoisonner l'atmosphère de travail. Il vaut mieux rectifier une fausse information que l'alimenter en l'interprétant de diverses façons ou en dramatisant la situation.

Bref, si les bruits de couloir sont inévitables et peuvent procurer un exutoire à certaines frustrations, il faut faire preuve de délicatesse et plutôt mettre son attention sur son travail.

Cet article est disponible dans sa version intégrale dans *Effectif*, le magazine de l'Ordre des conseillers en ressources humaines agréés.

Le potinage consoliderait la confiance mutuelle par le partage d'informations et rendrait même le travail en équipe plus efficace.

derniers potins. Recherchant la complexité, ils chérissent les secrets que seuls ils ne sont pas tenus de garder. Moins ils ont de pouvoir, plus ils critiquent les décisions des autres.

Des vertus du papotage

Peut-on trouver des vertus au papotage? Oui, selon certains spécialistes, car il consoliderait la confiance mutuelle par le partage d'informations et rendrait même le travail en équipe plus efficace.

Source d'influence, toute information peut s'avérer précieuse à celui qui sait l'utiliser. Des employés pourraient augmenter leurs chances de promouvoir leurs idées ou de cheminer au sein de l'entreprise. Ceux que les rumeurs n'atteignent pas se privent ainsi de précieux renseignements sur l'entreprise.

Pour sa part, la direction de l'entreprise peut gérer les rumeurs afin de tester une idée ou un projet.

Des effets indésirables du commérage

Le papotage peut être une source de productivité tant qu'il ne monopolise pas toute l'attention du personnel. Si les employés parlent davantage du divorce houleux de leur patron que des dos-



PHOTO IVANOH DEMERS, ARCHIVES LA PRESSE

Lorsque trop de ragots circulent, l'aveuglement volontaire de l'entreprise pourrait se retourner contre l'employeur qui doit assurer un milieu de travail exempt de harcèlement.



Exploitez vos talents. Grandissez... avec nous.

Xstrata est un important groupe minier diversifié d'envergure mondiale dont les actions sont inscrites à la Bourse de Londres et à la Bourse suisse. Xstrata, qui a son siège social à Zug, en Suisse, occupe une position substantielle dans sept grands marchés de produits de base internationaux : le cuivre, le charbon cokéifiable, le charbon thermique, le fer-chrome, le nickel, le vanadium et le zinc. La société est aussi présente dans les secteurs des métaux du groupe du platine, de l'or, du cobalt, du plomb et de l'argent, et possède des installations de recyclage ainsi qu'un nombre de technologies mondiales dont plusieurs sont des chefs de file de l'industrie. Les exploitations et les projets du groupe sont répartis dans 18 pays, et Xstrata emploie environ 56 000 personnes, y compris les sous-traitants.

Mine Raglan, Laval (Québec)



Superviseur comptabilité de projet

REQ09-122

Services administratifs

Poste cadre professionnel et technique

Relevant directement du surintendant finances, vous serez responsable de la préparation des rapports financiers périodiques destinés au corporatif relativement aux projets d'immobilisations, du développement et de la préparation des rapports de suivi de projet à des fins d'analyse. De plus, vous devrez enregistrer des transactions comptables reliées aux projets d'immobilisations, fournir une assistance aux responsables de projets et maintenir les données maîtres des actifs dans le logiciel SAP.

Vous devez posséder un diplôme universitaire en sciences comptables avec le titre CA, CMA ou CGA, jumelé à plus de 5 années d'expérience dans un travail similaire. Ce poste requiert une bonne connaissance des normes comptables internationales, des connaissances en systèmes comptables informatiques (SAP) ainsi qu'une bonne connaissance de la suite Microsoft Office (Word et Excel). Le bilinguisme (français-anglais) est essentiel.

Le semaine de travail normale est de 37,5 heures, du lundi au vendredi. Le lieu de travail est situé à Laval.



Planificateur sénior SAP

REQ10-123

Services administratifs

Poste cadre professionnel et technique

Vous aurez la responsabilité d'assister le chef SAP dans la planification et l'exécution des projets de développement et d'optimisation de SAP. Vous contribuerez au développement de la stratégie de mise en place des systèmes et logiciels auxquels SAP ne peut répondre. Vos responsabilités s'étendront à tous les sites où le personnel de Mine Raglan utilise SAP. Vous devrez être disponible pour vous rendre aux bureaux d'Xstrata Nickel à Toronto dans le but d'assurer la coordination des projets, et des déplacements aux autres sites de la compagnie sont prévus afin d'assister à leur implantation respective.

Vous devez détenir un diplôme universitaire en informatique ou dans un domaine connexe. Un diplôme ou des certificats universitaires de deuxième cycle en gestion ou/et des formations professionnelles pertinentes au poste sont des atouts majeurs. Vous devez posséder environ 5 ans d'expérience récente comme chargé de projet informatique et avoir participé au déploiement de systèmes TI, de préférence SAP, au sein d'une entreprise. Détenir de l'expérience en gestion de personnel est un atout majeur. Vous devez faire preuve d'autonomie, de leadership et être un gestionnaire aguerri. Vous êtes habile à travailler avec les outils de la suite Microsoft Office et SAP. Vous devez aussi être familier avec un ou des outils de gestion de projets, tels que Microsoft Project, Primavera ou SAP Project System. Le bilinguisme (français-anglais) et la possession d'un permis de conduire valide sont essentiels. L'horaire de travail normal est de 7,5 heures par jour, cinq jours par semaine. Le lieu de travail principal est situé à Laval avec des déplacements fréquents au bureau de Rouyn-Noranda et occasionnels au site minier de Raglan.

RAGLAN offre un salaire concurrentiel incluant une intéressante gamme d'avantages sociaux.

Les personnes intéressées doivent soumettre leur candidature au plus tard le 25 juillet 2010 en visitant le site suivant : www.xstratacareers.com (sous la section « Nickel »).

Seules les personnes retenues pour une entrevue seront contactées. RAGLAN offre des opportunités d'emploi égales à tous.

Pour obtenir des renseignements sur ces postes, sur nos perspectives de carrière et sur RAGLAN, visitez notre site Web : www.xstratacareers.com.



Faites la différence

Urgences-santé, c'est quelque 1 300 employés dévoués et compétents qui offrent 24 h sur 24 des services de qualité à la population de Montréal et de Laval. Faites la différence dans la vie de milliers de gens. Joignez-vous à l'équipe du plus important service préhospitalier d'urgence au Canada.

Coordonnateur

Qualité et gestion des risques
Poste contractuel (1 an avec possibilité de prolongation)

Vous coordonnerez, orienterez et conseillerez les gestionnaires de l'organisation en vue de maintenir les objectifs de qualité et de contrôle des risques. Ce faisant, vous développerez les plans d'implantation, documenterez les processus et proposerez des stratégies. Titulaire d'un baccalauréat dans une discipline technique appropriée et possédant de 2 à 5 ans d'expérience pertinente, vous maîtrisez les logiciels courants. De plus, vous avez une connaissance approfondie des programmes de certifications reconnus, tels que ISO, et de l'expérience dans l'application des outils d'amélioration continue, tels que LEAN et six sigma.

Rémunération : salaire annuel entre 37 347 \$ et 70 823 \$

Pour une description complète des tâches et des exigences, consultez la section « Carrières » de notre site web.

Urgences-santé vous offre un milieu professionnel stimulant et de nombreux avantages, dont des lieux de travail facilement accessibles en transport en commun ainsi qu'un régime d'assurances collectives et de retraite.

Faites parvenir votre curriculum vitae, en indiquant le titre de l'emploi convoité, au plus tard le 13 août 2010, à la Direction des ressources humaines, Urgences-santé, 3232, rue Bélanger, Montréal (Qc) H1Y 3H5. Télécopieur : 514 723-5791. Courriel : emploi@urgences-sante.qc.ca

Nous communiquerons uniquement avec les personnes retenues pour le processus de présélection. Urgences-santé applique un programme d'accès à l'égalité. L'utilisation du masculin ne vise qu'à alléger la lecture.

Urgences-santé
Québec

www.urgences-sante.qc.ca



Réorientez votre carrière à Transports Canada!

Êtes-vous un professionnel en sécurité des cabines aériennes et cherchez-vous un défi intéressant dans le domaine de la sécurité de l'aviation civile? Transports Canada recherche une personne qualifiée pour doter un poste permanent à Richmond (C.-B.) et pour doter des postes par anticipation à Calgary, Edmonton et Winnipeg:

Inspecteur ou Inspectrice, sécurité des cabines/Santé et sécurité au travail (TI-06)
No. de référence : MOT10J-010256-000008

Ce processus pourrait être utilisé pour la dotation de postes similaires dans d'autres endroits à travers le Canada.

Renseignez-vous sur ce poste et sur la façon de postuler en consultant www.emplois.gc.ca, et en faisant mention du numéro de référence indiqué plus haut, ou encore en composant le 1-800-645-5605.

Pour en apprendre plus sur la sécurité des cabines et sur la Santé et sécurité au travail – Aviation, veuillez consulter les liens suivants http://www.tc.gc.ca/aviationcivile/commerce/secure_descabines/programme.htm et <http://www.tc.gc.ca/aviationcivile/commerce/ss/menu.htm>.

Joignez-vous à l'équipe de Transports Canada. Nous sommes reconnus comme étant une organisation novatrice, efficace et responsable. Nous valorisons l'excellence professionnelle, le travail d'équipe, la diversité et le respect mutuel.

Nous offrons à nos employés :

- un environnement de travail stable qui favorise un équilibre travail-vie;
- des possibilités d'apprentissage continus;
- un régime de pension et des avantages sociaux attrayants;
- un environnement de travail sécuritaire et sain.

Vous êtes intéressés?

Si vous répondez aux exigences de l'emploi et demeurez au Canada ou si vous êtes un citoyen canadien résidant à l'étranger, veuillez présenter une demande en ligne avant le **23 juillet 2010**.

Découvrez les avantages d'une carrière à la fonction publique du Canada en consultant le <http://jobs-emplois.gc.ca/index-fra.htm>.

Canada

CARRIÈRES ET EMPLOIS

L'emploi se relève

116 500 postes ont été créés au Québec depuis un an

PIERRE COUTURE
LE SOLEIL

Un peu plus de 30 000 emplois ont été créés au Québec le mois dernier, reléguant le taux de chômage à 7,8 %.

La performance du marché du travail québécois a d'ailleurs été l'une des plus vigoureuses du pays en juin après celle de l'Ontario (60 000), a noté Statistique Canada.

Ce qui fait dire aux économistes que le marché de l'emploi du Québec est maintenant rétabli de la dernière récession. Depuis juillet 2009, l'économie québécoise a notamment fait le plein de 116 500 nouveaux emplois.

Au Québec, les principaux gains ont été observés dans les secteurs de l'hébergement, de la restauration, de la gestion d'entreprises et de la santé.

Cette création de 30 000 postes permet également au

Québec d'enregistrer un sommet au chapitre du nombre de travailleurs actifs. En juin, on dénombrait plus de 3,93 millions de personnes au travail en sol québécois, a fait savoir le ministère de l'Emploi.

«Le taux de chômage au Québec est maintenant à son plus bas niveau depuis décem-

« Le taux de chômage au Québec est maintenant à son plus bas niveau depuis décembre 2008. »

bre 2008 », a indiqué l'économiste Marie-Claude Guillotte de Valeurs mobilières Banque Laurentienne.

Depuis la fin de la récession, l'emploi au Québec a notamment progressé de 3 %.

Le rendement solide de l'économie québécoise a éga-

lement permis à sa consœur canadienne de poursuivre sur sa lancée. En juin, 93 200 emplois ont vu le jour au Canada, faisant glisser le taux de chômage de 8,1 % à 7,9 %.

« On sent qu'il y a bien peu de chômeurs découragés au Canada, ce qui contraste avec les États-Unis », a souligné l'économiste principal du Mouvement Desjardins Francis Généreux.

Depuis la fin de l'été 2009, le Canada a vu apparaître 403 000 nouveaux emplois sur son territoire. Plus de la moitié de ces nouveaux postes ont été créés au cours des trois derniers mois. Du jamais vu depuis 1984.

Cette poussée de l'économie canadienne pourrait d'ailleurs inciter la Banque du Canada à relever son taux directeur de 25 points de base à sa rencontre de mardi, anticipent les économistes. Actuellement, le taux directeur s'élève à 0,5 %.



Les Diamants

stornoway
(Canada) inc.

Les Diamants Stornoway (Canada) Inc. (l'opérateur) et SOQUEM, une filiale à part entière de la Société générale de financement du Québec («SGF»), désire développer un gisement de diamant sur la «Propriété Foxtrot» située dans la région de la Baie James, dans le Nord du Québec.

Les Diamants Stornoway (Canada) Inc. est actuellement à élaborer les études économiques, environnementales, sociales et techniques afin d'obtenir les autorisations nécessaires à la construction et l'exploitation du projet Renard pour le compte de la coentreprise. En conséquence, nous cherchons à nous adjoindre les services de professionnels chevronnés, motivé à s'engager dans un projet d'envergure dès les premiers stades de son développement, pour combler le poste de:

Contrôleur de Projet

- Relevant du Vice-président et Chef de l'exploitation, vous serez appelé à collaborer avec les différents directeurs et collaborateurs du projet afin d'assurer la gestion des activités de contrôles du projet et ce, dès l'étape d'élaboration des études de faisabilité bureau. Le candidat sera basé au bureau de Longueuil et aura à se déplacer au besoin sur le site du projet.

Pour rencontrer ces objectifs, vous devrez:

- Détenir un diplôme d'études universitaires incluant une reconnaissance d'un ordre comptable reconnu ou une formation en génie avec de l'expérience pertinente en gestion de projet;
- Avoir acquis une expérience minimum de 5 ans dans des fonctions similaires;
- Maîtriser les deux langues officielles et avoir des aptitudes pour la rédaction de documents techniques;
- Avoir la capacité de prendre des décisions et de gérer des priorités;
- Avoir un sens de l'analyse développé;
- Posséder des aptitudes en communication et affectionner le travail d'équipe.

Ingénieur de Projet

- Relevant du Directeur Ingénierie et Construction, vous serez appelé à collaborer avec les différents intervenants du projet afin d'assurer la gestion des activités d'ingénierie et de développement technique du projet et ce, dès l'étape d'élaboration des études de faisabilité. Le candidat sera basé au bureau de Longueuil et aura à se déplacer au besoin sur le site du projet.

Pour rencontrer ces objectifs, vous devrez:

- Détenir un diplôme d'études universitaires en génie;
- Avoir l'expérience pertinente en gestion de projet. Une expérience de projet diamantifère ou de projet en milieu arctique serait un atout de marque;
- Avoir acquis une expérience minimum de 5 ans dans des fonctions similaires;
- Maîtriser les deux langues officielles et avoir des aptitudes pour la rédaction de documents techniques;
- Avoir la capacité de prendre des décisions et de gérer des priorités;
- Posséder des aptitudes en communication et affectionner le travail d'équipe.

Coordonnateur Environnement

- Relevant du Directeur du Développement Durable, vous serez responsable de différents programmes de suivi ou études ainsi que du maintien des banques de données et contrôles pour supporter les études et suivis requis dans le cadre de la mise en œuvre du projet Renard. Vous participerez activement à la préparation des demandes de certificat d'autorisation, aux campagnes de terrain, rapports, analyses et assurerez des suivis en fonction des études et de la réglementation. Vous serez de plus directement impliqué dans la surveillance du respect des normes environnementales pour toutes les activités et devrez rapporter toutes les irrégularités et recommander des solutions. Le candidat choisi sera basé au bureau de Longueuil et éventuellement sur le site du projet.

Pour rencontrer ces objectifs, vous devrez:

- Détenir un diplôme d'études universitaires en biologie et/ou en génie de l'environnement;
- Avoir acquis une expérience pertinente de 5 ans dans le secteur minier ou autre domaine comparable;
- Maîtriser les deux langues officielles et avoir des aptitudes pour la rédaction de documents techniques;
- Avoir les aptitudes techniques pour effectuer des contrôles et suivi environnementaux;
- Être un bon communicateur et avoir la capacité de prendre et assumer des initiatives;
- Démontrer une ouverture face aux diversités culturelles, notamment en milieu autochtone.

Adjoint(e) administratif(ve)

Relevant du Vice-président et Chef de l'exploitation, vous serez appelé à collaborer avec les différents directeurs et collaborateurs du projet afin d'assurer une gestion efficace des activités d'affaires du bureau de Longueuil.

Pour rencontrer ces objectifs, vous devrez:

- Détenir un diplôme d'études collégiales ou universitaire en gestion et/ou bureautique;
- Avoir acquis une expérience minimum de 10 ans dans des fonctions similaires;
- Maîtriser les deux langues officielles et avoir des aptitudes pour la rédaction et la traduction de documents techniques;
- Avoir la capacité de prendre des décisions et de gérer des priorités;
- Être discret et posséder une attitude hautement professionnelle.

Si vous vous sentez prêt à relever ce défi et avez le goût de faire partie d'une équipe d'experts animés du désir de développer la première mine de diamant au Québec, nous nous engageons à vous offrir un environnement de travail stimulant, des défis à la mesure de vos attentes, ainsi qu'une rémunération et une gamme d'avantages sociaux compétitifs. Nous vous invitons à nous faire parvenir votre curriculum vitae à l'adresse électronique suivante : resumes@stornowaydiamonds.com, en précisant le poste pour lequel vous posez votre candidature.

La compagnie Les Diamants Stornoway croit que la saine gestion, respectant les critères de développement durable et de santé et sécurité au travail, garantissent le succès de l'entreprise et profitent à tous ses employés, ses actionnaires et aux communautés où elle conduit ses affaires. Nous nous engageons à respecter les standards reconnus de l'industrie ainsi que les lois et règlements touchant à l'environnement ainsi qu'à la santé et sécurité. L'entreprise souscrit également aux principes de l'égalité en emploi. Pour plus d'information, vous pouvez également consulter notre site internet à l'adresse www.stornowaydiamonds.com



VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Poste contractuel d'une durée de sept années non renouvelable.

Présentation de la Ville

Même si ses origines remontent à 1634, la nouvelle Ville de Trois-Rivières n'a été constituée que le 1^{er} janvier 2002 par le regroupement des six municipalités situées à l'embouchure de la rivière Saint-Maurice. Avec ses 130 000 habitants, elle est non seulement la neuvième plus grande ville du Québec, mais aussi la capitale de la région administrative 04/Mauricie. En 2010, son budget est de 206,7 \$ millions.

Description sommaire des fonctions

Relevant du conseil municipal, le vérificateur général a pour mandat de procéder à la vérification financière, à la vérification de la conformité aux lois, aux règlements, aux politiques et directives ainsi qu'à la vérification de l'optimisation des ressources pour les comptes et affaires de la municipalité et autres entités tel que prévu par la loi. Il est tenu de faire rapport au conseil municipal du résultat de ses vérifications et de ses recommandations. Ses devoirs, ses pouvoirs de même que l'étendue de son mandat sont encadrés par la Loi sur les cités et villes.

Exigences

Vous détenez un diplôme universitaire de premier ou de deuxième cycle dans un domaine approprié et vous êtes membre d'un ordre professionnel comptable canadien reconnu au code des professions (CA, CGA, CMA). Vous possédez un minimum de huit années d'expérience de travail pertinente au domaine de l'emploi, notamment reliée aux pratiques de vérification et d'optimisation des ressources applicables aux champs d'activités des secteurs public et municipal. De plus, cinq années d'expérience en gestion dans des postes de gestionnaires supérieurs, dans des entreprises publiques ou privées seront exigées. Vous possédez une connaissance appropriée de la langue française. De plus, vous faites preuve d'habiletés en communication orale et écrite, vous avez démontré par le passé des capacités à établir des programmes de vérification, à diriger une équipe ainsi qu'à entretenir des relations constructives, de confiance et de respect avec vos employés et vos clients. La connaissance des processus opérationnels, légaux et administratifs de la Ville ainsi que des politiques et procédures internes sera considérée comme un atout.

Conditions de travail et échelle de traitement

L'échelle de traitement se situe entre 98 934 \$ et 125 327 \$ (échelle 2010) et une gamme complète d'avantages sociaux s'y ajoute.

Accompagnée des documents attestant que vous remplissez les exigences du poste, votre offre de services doit parvenir, au plus tard à 16 h 30 le 13 août 2010, à :

M. Michel Byette, directeur général
Ville de Trois-Rivières
1325, place de l'Hôtel-de-Ville
Case postale 368
Trois-Rivières (Québec) G9A 5H3

Les offres reçues après cette date ne seront pas considérées.

La Ville de Trois-Rivières souscrit aux principes d'égalité en emploi et invite donc les femmes, les autochtones, les membres des minorités visibles, des minorités ethniques et les personnes handicapées à soumettre leur candidature.

Le masculin est utilisé dans le but d'alléger le texte seulement.

Directeur ou directrice de la vérification interne

Nouvellement créé, le bureau de vérification interne des 12 conseils scolaires francophones de l'Ontario est à la recherche d'un leader qui facilitera la réalisation de sa mission en matière de vérification interne. Pour remplir ce rôle, vous offrirez aux 12 conseils scolaires des services de vérification et de consultation de façon à rajouter de la valeur et à cerner les problèmes organisationnels et vous recommanderez les solutions appropriées. Vous apporterez une approche systématique et disciplinée à l'évaluation et à l'amélioration de la gestion de risques, aux contrôles ainsi qu'aux processus de gouvernance. Vous aurez à former, conseiller et évaluer une équipe de six vérificateurs régionaux afin d'assurer que

les objectifs de la vérification interne soient atteints dans les limites du budget annuel.

Afin de vous assurer du succès de votre mandat, vous devez détenir un titre comptable reconnu au Canada, un minimum de sept ans d'expérience dont une expérience significative en planification et exécution de la vérification, en analyse de système et en supervision de personnel ainsi que des compétences éprouvées en gestion de projets et une excellente connaissance des normes de vérification généralement reconnues, des progrès réalisés dans les méthodes de vérifications et des normes de l'IIA. Vous êtes un facilitateur et un travailleur d'équipe, vous avez des compétences reconnues en



CONSEIL DES ÉCOLES CATHOLIQUES DU CENTRE-EST

Le meilleur conseil qu'on puisse vous donner

résolution de problèmes et de conflits, vous avez un sens politique développé et êtes habile à communiquer aussi bien en anglais qu'en français.

Ce poste est localisé à Ottawa.

Pour en savoir davantage sur cette offre d'emploi unique, veuillez communiquer avec Mme Denise Maurice au 514-937-1000, poste 231, ou par courriel à denise.maurice@odgersberndtson.ca. Pour postuler en ligne, veuillez faire parvenir votre curriculum vitae en toute confidentialité via www.odgersberndtson.ca/en/careers/9339.



ODGERS BERNDTSON
 VANCOUVER CALGARY TORONTO OTTAWA MONTRÉAL

50 bureaux répartis dans 24 pays à travers le globe
www.odgersberndtson.ca

OFFRES D'EMPLOI

PETITES ANNONCES

WORKOPOLIS
cyberpresse.workopolis.com

TÉLÉPHONE (514) 987-VENDU
TÉLÉCOPIEUR (514) 848-6287
petitesannonces@lapresse.ca

Nexans

NEXANS CANADA INC., usine de Montréal-Est, spécialisée dans la fabrication de câbles de cuivre depuis plus de 75 ans, est présentement à la recherche de deux :

Préposé(e)s à la production

Lieu de travail : Montréal-Est
DESCRIPTION SOMMAIRE DE LA TÂCHE:
Le candidat aura à effectuer des tâches générales de manutention et d'opération telles que:
•Opération d'équipements de production;
•Conduite et manipulation d'un chariot élévateur;
•Transport de matériaux aux aires de travail et d'entreposage;
•Chargement et déchargement des camions selon les normes de chargements appropriées;
•Effectue des tâches de production telles que : chargement du four, recyclage des rebuts de cuivre, fait l'emballage des bobines de cuivre.

Horaire: Quart de 12 h en rotation (lundi au vendredi)
Taux: 18,31 \$

COMPÉTENCES RECHERCHÉES:
•Scolarité de secondaire 5 ou équivalence reconnue par le ministère de l'éducation;
•Cours de conduite de chariot élévateur un atout important;
•Connaissance de la métallurgie un atout majeur;
•Sens de l'observation;
•Compétences de base en informatique;
•Capacité à utiliser des outils de mesures et équipements informatiques;
•Respect des règlements sur la santé et sécurité.

Si le poste vous intéresse, faites parvenir votre C.V. par courriel à l'adresse suivante:
Johanne.hardy@nexans.com
ou par télécopieur au: 514-645-9836
Date limite pour recevoir C.V.: 21 juillet 2010

AUGMENTEZ VOS REVENUS

DEVENEZ CAMELOT POUR LA LIVRAISON DE LA PRESSE

Avec ou sans voiture.
La livraison doit être effectuée avant 6h30 la semaine et 8h le samedi.

Bienvenue aux étudiants et aux retraités.

TÉLÉPHONEZ MAINTENANT
514 285-6911
1 800 361-7453
cyberpresse.ca/camelot

PLUS SPÉCIFIQUEMENT, BESOIN URGENT POUR:
BOUCHERVILLE, LONGUEUIL (secteur Collectivité Nouvelle)
M. Douli A. Rizkalla, 514-798-6421
STE-JULIENNE, ST-LIN, ST-ESPRIT
M. André Lépine, sans frais 1-877-933-2123

COORDINATEUR (TRICE) en support technique et services d'ingénierie dans le transport ferroviaire

Lieu de travail : Montréal, QC avec déplacements occasionnels en Ontario et à Téhéran, Iran.
Prérequis :
•Études universitaires (bac ou l'équivalent);
•Expérience marquée en coordination et communication avec plusieurs intervenants;
•Expérience en marketing et ventes;
•Connaissance des systèmes de distribution et transport iranien et particulièrement du système et des effectifs du transport ferroviaires iranien;
•Connaissance du système et des effectifs ferroviaires des pays voisins de l'Iran serait un avantage;
•Connaissance courante de l'anglais et du farsi.
Personne à contacter : M. Santiago Gimenez
Envoyez vos C.V. au plus tard le 6 août 2010 à :
sgimenez@hiensol.com

320 IMMOBILIER
Un don pour l'amour des enfants
FONDATION DE L'HÔPITAL SAINT-JUSTINE
3175, Côte-Sainte-Catherine
Montréal (Qc) H3T 1J5
Tél.: 345-4710

321 TRANSPORT CAMIONNAGE
Le (la) candidat(e) idéal(e) devrait :
- Etre orienté(e) résultat
- Avoir un bon esprit d'équipe
- Etre organisé(e) et débrouillard(e)
- Etre parfaitement bilingue
Toute expérience pertinente sera considérée.
Si ce poste vous intéresse, faites-nous parvenir votre curriculum vitae dès aujourd'hui
Par télécopieur: 450-435-0363
ou par courriel: emilie.germain@maitresaladier.ca
AU PLAISIR DE VOUS RENCONTRER !!!

304 POSTES CADRES PROFESSIONNEL

DIRECTEUR DES OPÉRATIONS

Le candidat retenu sera responsable de la gestion des opérations, du maintien des relations avec les clients existants, de l'élaboration et du suivi des budgets et des dépenses d'investissement ainsi que du développement et de la supervision du personnel.

Si vous détenez trois (3) ans d'expérience en gestion et possédez d'excellentes compétences en communication verbale et écrite, en français et en anglais, alors nous vous invitons à soumettre votre candidature pour ce poste.

Pour plus de détails et pour postuler en ligne, veuillez visiter :
www.impark.com

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

ERGOTHÉRAPEUTES
Montréal-Terrebonne
Santé mentale - Rive-Sud
Excellentes conditions.
Dominique au 514-383-8389
emploi@physioextra.ca

ON FAIT APPEL À VOTRE
Tél.: 450-357-2740
www.paradisechambre.com
Sans frais: 1-866-849-2740
ou 1 800 311-3770

306 SANTÉ SERVICES COMMUNAUTAIRES

PROXIM ST-LAMBERT TECHNICIEN (NE) DE LABORATOIRE
avec expérience un atout.
Connaissances Labexpert .
Bilingue. Temps plein.
À l'attention de Benoit Thoun bedardph@videotron.ca
Tél.: 450-671-5563
ou par fax au: 450-671-3359

SECRETARE MEDICALE
avec expérience pour clinique médicale EN FULFTE. Tél. 514-954-1444 demander Adela.

307 EDUCATION ENSEIGNEMENT

COLLEGE NOTRE-DAME SERVICES PÉDAGOGIQUES

PROFESSEURS APPEL DE CANDIDATURES

Le Collège Notre-Dame souhaite recruter, pour la rentrée d'août 2010, des enseignant(e)s qualifié(e)s pour les tâches suivantes :

- Histoire 1re secondaire, temps complet (remplacement d'une durée indéterminée)
- Anglais régulier 3e secondaire, temps complet (remplacement d'une durée indéterminée)
- Chimie 5e secondaire, temps complet (poste vacant)

Permis ou brevet d'enseignement requis, connaissance des programmes et expérience en enseignement également. Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae par courriel (rh@collegenotre-dame.qc.ca) ou par télécopieur (514-739-4833) avant le 6 août 2010.

Le Collège Notre-Dame remercie les personnes qui offriront leurs services, mais ne communiquera qu'avec celles qui seront appelées en entrevue.

L'Académie Culturelle de Laval

Une école privée d'enseignement préscolaire et primaire est actuellement à la recherche d'un(e):

CONSEILLER(ÈRE) PÉDAGOGIQUE

possédant une bonne connaissance des programmes du MEL5 niveau primaire. *Retraité(e) bienvenue!*
Veuillez faire parvenir candidature par fax au : 450-688-7520
ou par courriel à : **info@ecoleacl.com**

Collège Antoine-Girouard

Établissement d'enseignement secondaire privé
Recherche des candidat(e)s pour un poste de cadre:
• DIRECTION DES SERVICES PÉDAGOGIQUES
Description complète au **www.antoinegirouard.com**
Faites parvenir votre c.v. pour le lundi 19 juillet 2010:
Courriel: concoursdsp@antoinegirouard.com

ENSEIGNANT(E) et titulaire de classe qualifié(e) pour 3e cycle du primaire. Doit posséder un brevet d'enseignement du MEL5 et un excellent français parlé et écrit. Pour l'année scolaire 2010-2011. Temps plein. Envoyer CV par télécopieur au 514-744-2785 ou par courriel: armenque@qc.aira.com

308 GARDERIES

ÉDUCATEUR (TRICE) qualifié(e) pour garderie Montessori, N.D.G.-West-Island, Sept. 2010. adm@orchard-house.ca

310 BUREAUX

RÉCEPTIONNISTE
à temps plein, avec expérience dans le domaine de la construction, ainsi que de la comptabilité. Bilingue. 5 jrs/sem. C.V. à **info@peinturesperme.com**

SECRETARE COMPTABLE RECEPTIONNISTE avec exp. pour bureau de notaire à Mill. Poste permanent. Salaire à discuter. CV par courriel à : **guylaindesbiens@yahoo.fr**

ÉCOLE PRIVÉE À LAVAL
recherche **ENSEIGNANT(E)** au 1er cycle du primaire pour septembre 2010
Faire parvenir votre CV par courriel à: **david.zakalib@academie.lavalloise.com**

319 VENTE COMMERCE

CHERCHONS 5 représentant(e)s des ventes avec exp. complètes commerciales pour Montréal. Bilinguisme. Exp. d'avancement. 514-940-0546

ADJOINT(E) MARKETING ET VENTES
Situé à Boisbriand, ce poste relève de la Directrice, Développement des affaires et du PDG. La personne travaillera également en collaboration avec les autres membres du service logistique.

RESPONSABILITÉS
• Reçoit, traite et assure la qualité et le succès de divers projets soumis par son superviseur, participe à l'élaboration de textes promotionnels;
• Effectue la traduction du matériel de communication tant en français qu'en anglais lorsque requis. Service à la clientèle par téléphone, internet;
• Participe à la coordination des événements corporatifs, conférences, lancements de nouveaux produits et journées de formation;
• Participe à la coordination des inventaires, analyses des ventes.

CRITÈRES DE SÉLECTION :
• Facilité à apprendre;
• Anglais et français, parlé et écrit. Espagnol un atout;
• BAC ou maîtrise en marketing ou dans toute autre discipline connexe;
• Posséder de 3 à 5 années d'expérience, connaissance des biens alimentaires;
• Connaissance Excel, Power Point, Word, Office.
Rémunération: 40 000\$ et +. Avantages sociaux compétitifs Poste permanent. Horaire : 8h30 - 16h30 du lundi au vendredi
Faites parvenir votre CV par courriel: **Docielle@belgoballas.com** ou par fax au: 450-435-0499 à Diane Sauvé Cécile, Contrôleuse A & V 2000 Inc., 1700 Lionel Bertrand, Suite 100 Boisbriand (Québec) J7H 1N7

310 BUREAUX

Service traiteur
COOP HEC MONTRÉAL

Adjoint (e) administratif (ve)
Effectuer le travail clérical, soumissions
Facturation, prise de réservation
Participer aux réunions départementales
Minimum 3 ans d'expérience. Bilingue
Horaire du lundi au vendredi
Bonne connaissance de l'informatique, Word et Excel
Bonne connaissance du service traiteur (un atout)
Avantages sociaux concurrentiels
C.V par fax (514) 340-5630 ou **nicolas.2.gauthier@hec.ca**

319 VENTE COMMERCE

COLLEGE CDI recherche d'un(e) **représentant(e) des ventes bilingue** avec 3 ans d'expérience; en vente. Faites parvenir votre CV à: **david.bilodeau@collegecd.ca**

DISTRIBUTEURS
Nous recherchons des distributeurs pour vente de produits de beauté de La Mer Monte. Contacter (514) 745-3551.

LES DESSOUS de la rue VICTORIA
recherche vendeuse avec exp. Temps partiel soir et week-end. Mme Gagnon, 450-466-0701.

REPRÉSENTANT(E)S
être dévoué(e), disponible et organisé(e). Voiture fournie. Envoyez C.V. à: **rhmontreal@qualinet.ca** ou par fax: 514-344-7335 ou en personne au: 10 700, rue Sécan à Anjou

319 VENTE COMMERCE

REPRÉSENTANT(S) EN ENTREPRISES
pour les Fonds Universitaires, commissions de base. Voiture et ordinateur portable nécessaires. 514-255-9829
doiree.dessureault@universitas.qc.ca

VOYAGE TOUT EN FRANÇAIS
Recherche **RESPONSABLE DES VENTES**
Nouveau service de location de condos et villas à Puerto Vallarta. Nous recherchons présentement un(e) responsable des ventes, 4 à 5 mois par année à Puerto Vallarta. 6 à 8 mois par année à Montréal. Exp. en vente et/ou voyage. Aboul, Anglais, Espagnol. **SVP envoyer vos CV à : info@toutefrançais.mx**

321 BUREAUX

SECRETARE MEDICALE
avec expérience pour clinique médicale EN FULFTE. Tél. 514-954-1444 demander Adela.

321 TRANSPORT CAMIONNAGE

Superviseur des opérations
Responsable d'une flotte en expansion
Répartition des voyages
Gestion des chauffeurs
Vérification des heures de conduite
Analyse des revenus par milles
5 ans d'expérience et plus

RÉPARTITEUR LOGISTIQUE
Planification et acheminement de voyage
Bon communicateur
3 ans d'expérience et plus

SERVICE À LA CLIENTÈLE
Communique et informe le client
Assiste le répartiteur

CHAUFFEUR CLASSE 1
Bilingue
Avec 3 ans d'expérience
Voyage «Midwest» Américain
Millage à l'année
Camion attiré

CHAUFFEUR PROPRIÉTAIRE
Doit posséder camion et assurance
Documentation complète exigée
Possibilité local ou Canada/USA

Joignez vous à notre équipe grandissante !
Salaires compétitifs et excellents avantages sociaux.
Infos Carine
1-877-375-1036 poste 2233
jobs@fueltransport.ca

321 TRANSPORT CAMIONNAGE

Superviseur des opérations
Responsable d'une flotte en expansion
Répartition des voyages
Gestion des chauffeurs
Vérification des heures de conduite
Analyse des revenus par milles
5 ans d'expérience et plus

RÉPARTITEUR LOGISTIQUE
Planification et acheminement de voyage
Bon communicateur
3 ans d'expérience et plus

SERVICE À LA CLIENTÈLE
Communique et informe le client
Assiste le répartiteur

CHAUFFEUR CLASSE 1
Bilingue
Avec 3 ans d'expérience
Voyage «Midwest» Américain
Millage à l'année
Camion attiré

CHAUFFEUR PROPRIÉTAIRE
Doit posséder camion et assurance
Documentation complète exigée
Possibilité local ou Canada/USA

Joignez vous à notre équipe grandissante !
Salaires compétitifs et excellents avantages sociaux.
Infos Carine
1-877-375-1036 poste 2233
jobs@fueltransport.ca

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

Recherche pour nos succursales de Laval et P.A.T.
CHAUFFEUR/LIVREUR "BROKER"
CLASSE #3, AVEC CAMION
Ayant la volonté et la détermination de continuer à faire de notre entreprise le choix #1 pour la livraison de meubles, d'électroménagers et les produits électroniques. Nous avons besoin de votre passion pour votre carrière. Rémunération compétitive. Salaire garanti durant la formation. Confidentialité assurée.
Faire parvenir votre C.V. au service des ressources humaines :
dsavard@gcdp.ca

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

Le Balmoral
LE BISTRO DU FESTIVAL

Besoin immédiat
Pour le restaurant permanent du Festival de Jazz
Grillardin Entremétiers et gardes-manger
Horaire de jour, de soir et/ou de fin de semaine.
Pour plus d'informations **www.equipespectra.ca**
Les personnes intéressées devront acheminer leur CV au plus tard vendredi le 23 juillet par courriel à **rh@equipespectra.ca** en mentionnant le nom du poste.

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

BARMAN/MAID / Serveurs/es cours avec alcool, emploi, rabais. **EcoleDesMaitres.com** 514-849-2828 / 1.800.561.1781

CUISINIER(E)S, commis débarrasseurs, serveurs(se)s. Expérience. Fax: 514-288-2184
info@lovepizzadedic.com

CUISINIER(ÈRE) d'expérience en cuisine française. Soir et fin de semaine. Temps plein 40 h/semaine. Envoyez C.V. 514-279-1737.

DAYLIGHT FACTORY
recherche **BUSSBOY** de restaurant avec expérience. Centre-ville. Alex 514-871-4774

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

HÔTEL AU CENTRE-VILLE
recherche un **Directeur(trice)** et un **Coordonnateur(trice)** des ventes tours et voyages et corporatif. Un préposé(e) à la réception. CV par courriel à: **servicehotelier.inc@gmail.com**

LE BISTRO CONTINENTAL
cherche cuisinier(e), 3 ans d'expérience et garde manger avec 1 an d'exp. Temps plein, soir. Tél. Sophie, Madie ou Nicolas: 514-845-6842 après 15h ou présenter CV au 4007 St-Denis

325 TECHNIQUE MÉTIERS SOUS-TRAITANCE

TECHNICIEN EN ÉLECTROMÉNAGERS
avec expérience, pour service à domicile. Permis de conduire. Bilinguisme un atout.
Pour Montréal: 514-729-2839
atellersnelson@hotmail.com

ARMOIRES CUISINES ACTION
MOB. 2707-9150-84 .com

Armoires Cuisines Action, un acteur majeur dans le domaine de la fabrication ainsi que l'installation d'armoires de cuisine et de vanités de salle de bain. Dans le but de bien préparer l'ouverture de notre nouvelle salle de montage de Boucherville. Nous sommes présentement à la recherche de personnel qualifié, motivé et désireux de se joindre à notre équipe pour le poste de :

Directeur(trice) des ventes (Succursale de Boucherville)

Relevant du directeur secteur des ventes, le **directeur des ventes (succursale de Boucherville)** est responsable de :

- Planifier les activités de la succursale de façon à appuyer le plan d'affaires de l'entreprise.
- Évaluer, planifier, diriger et coordonner les activités de la succursale de vente.
- Organiser les opérations de façon à pouvoir répondre efficacement aux demandes des clients
- Superviser et diriger les activités et les ressources reliées à la gestion des opérations de vente / design en y établissant des outils de contrôle.
- Élaborer des rapports et des tableaux de bord afin de faciliter la présentation et la gestion des ressources (représentants, chef designers, designers, contrôle technique, techniciens de chantier, réceptionnistes) et des clients;
- Accueillir, intégrer et encadrer le personnel en utilisant les outils disponibles;
- Voir à ce que les activités du magasin, fonctionnent en partenariat avec l'usine de fabrication
- Mettre en place des actions d'amélioration continue visant la qualité des services offerts, l'efficacité des opérations et le respect des coûts et des délais.

Exigences :
Baccalauréat en administration ou toute autre expérience ou formation équivalente
Minimum 3 années à titre de directeur de succursale
Bonnes connaissances dans le domaine des armoires et/ou de la construction (**obligatoire**).
Avoir déjà dirigé une équipe de représentants et/ou designers (**un atout important**)
Bonne connaissance au niveau du design sur mesure.
Maîtrise des outils informatiques (logiciels 3D, Excel, Word, etc.)
Bilinguisme
Personne de défis, autonome, déterminée, convaincante, organisée, disponible
Capable de travailler sous pression tout en respectant les échéanciers prévus
Rémunération : selon expérience
Horaire : de jour en grande partie (soir et week-end occasionnellement)

Nous offrons un milieu de travail agréable, de bonnes conditions de travail, un salaire concurrentiel et un bon programme d'assurances collectives. Les personnes intéressées à joindre notre équipe doivent faire parvenir leur C.V. **AVANT LE 23 JUILLET 2010** en précisant dans l'objet le poste pour lequel vous appliquez et ce par courriel au **rh@cuinesaction.com**, par l'entremise de notre site internet au **www.cuinesaction.com** à la section Carrière et emplois, par télécopieur au **450-293-5076** ou par la poste à l'attention du Service des Ressources humaines au 2854 route 235 Ste-Sabine, Qc, J0J 2B0.

Seules les personnes retenues seront contactées

àtable!

LE MAÎTRE SALADIER INC., une entreprise de transformation alimentaire de Boisbriand en pleine évolution et à la fine pointe de la technologie, confectionne depuis plus de vingt ans des produits prêts à manger pour les marchés canadiens et américains. Nous sommes présentement à la recherche de candidats pour combler le poste :

GESTIONNAIRE, SUPPORT AUX VENTES DÉTAIL

Sommaire des responsabilités :

- Gérer et organiser le travail de l'équipe du service à la clientèle
- Assurer les différentes analyses du département des ventes
- Assurer le service à la clientèle des comptes majeurs
- Assister les dirigeants des ventes et de marketing dans diverses tâches et responsabilités
- Assurer la logistique transport et douanes

Le(la) candidat(e) idéal(e) devrait :

- Etre orienté(e) résultat
- Avoir un bon esprit d'équipe
- Etre organisé(e) et débrouillard(e)
- Etre parfaitement bilingue

Toute expérience pertinente sera considérée.
Si ce poste vous intéresse, faites-nous parvenir votre curriculum vitae dès aujourd'hui
Par télécopieur: 450-435-0363
ou par courriel: **emilie.germain@maitresaladier.ca**
AU PLAISIR DE VOUS RENCONTRER !!!

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

322 HÔTELLERIE RESTAURATION ALIMENTATION

331 ENTRETIEN SÉCURITÉ CONCIERGE

SUPERVISEUR À L'ENTRETIEN DU BÂTIMENT
Immeuble de prestige au centre-ville est à la recherche d'un **SURINTENDANT EN CHEF** pour son département de maintenance et mécanique. Poste de jour, personne responsable possédant des cartes de compétences (FBO) de préférence. **EXIGENCES:** Posséder une connaissance de tous les systèmes d'entretien et mécanique du bâtiment (pompes, génératrice, systèmes CVCA, refroidisseurs, piscine, système d'irrigation, plomberie, électricité, etc.) Une expérience en copropriété ou immeuble résidentiel/commercial d'un moins 5 ans. Bilingue. Salaire très compétitif. FAX: 514-861-4412

334 SERVICES DOMESTIQUES

DAMES de compagnie: allons au cinéma, spa, restos, etc. chez le doc aussi. Répét. aux aidants naturels. 450-669-1402

325 TECHNIQUE MÉTIERS SOUS-TRAITANCE

329 INDUSTRIE MANUFACTURE

340 EMPLOIS DIVERS

PERSONNE dynamique pour bijouterie, bilingue, compétence en informatique. C.V. demandé. 8910, boul. Lajeunesse, MTI 514-903-6161

325 TECHNIQUE MÉTIERS SOUS-TRAITANCE

TECHNOLOGUE / CONCEPTEUR
Chef de file dans l'industrie de murs rideaux avec connaissance de l'architecture pour fournir service de dessin assisté par ordinateur associés à la conception de systèmes de murs rideaux avec connaissance du logiciel Revit. Poste permanent, 40h/semaine, avantages sociaux et salaire concurrentiels. Pour plus d'information voir : **www.enclos.com**
Envoyer CV: **doutupin@enclos.com**

329 INDUSTRIE MANUFACTURE

PRESSIER(E) en Flexographie, 8 à 10 couleurs, exp. 2 ans. CV par fax: 514-335-9885 ou courriel: **rh@licapist.com**

AMNISTIE INTERNATIONALE
514-766-9766
1-800-565-9766

AQETA
Association québécoise des troubles d'apprentissage

moi aussi JE VAIS RÉUSSIR!

Le droit d'apprendre depuis 1966
aqeta.qc.ca